

L'inspecteur meurtrier des Grandes Carrières devrait comparaître en cour d'Assises

Il y a tout juste deux ans, il avait tué un jeune homme de 17 ans durant un interrogatoire. L'affaire avait provoqué des manifestations dans le 18e durant une semaine.

Page 6

Elections municipales en juin : comment votera-t-on et pourquoi

Page 3

Les mille et un jouets de la ludothèque de la rue de Torcy

Page 13

Un festival de théâtre dans la rue cet été sur la Butte

Page 14

Rue du roi d'Alger
Des «gros bras»
saccagent des
logements

Page 7

Les rues à
stationnement
gratuit dans le 18e

Page 2

Histoire : Jo Attia,
le «milieu» de Pigalle
et la politique

Page 11



MENSUEL D'INFORMATIONS LOCALES - N° 6 - AVRIL 1995 - 12 FRANCS
7 rue du Ruisseau, 75018 Paris. Tél : 42 23 34 02.

Métro Barbès : 6 ans de travaux et 8 milliards de centimes



Noël Monier

Page 5

Le fait que les structures métalliques du métro aérien soient «classées» rend les travaux plus longs et plus coûteux.

Ecoles : Abbesses, la Chapelle, la Goutte d'Or, les parents d'élèves mettent l'accélérateur



Françoise Toutain

Contestant le projet d'implanter des classes préfabriquées sur un terrain de sport, le Collectif écoles de la Chapelle a fictivement «posé la première pierre» de la nouvelle école qu'il voudrait voir construire sur un terrain rue de la Madone.

Page 4

Six arbres abattus sur la Butte

Je vous transmets le poème ci-dessous. Il évoque l'abattage de six arbres, rue Becquerel le 22 février, qui auraient dû, selon le nouveau POS (plan d'occupation des sols) de la Butte Montmartre, être protégés. L'Association de défense de Montmartre avait écrit une lettre à ce propos à M. Chinaud. Elle y proposait un autre emplacement pour la construction de la crèche

qui a motivé l'abattage. Cette lettre est restée sans réponse. Le poème composé par mon ami Jean-Baptiste Rozières raconte à sa manière, humoristique, l'indignation des Montmartrois.

L. Ettore

Voici donc ce poème. (Précisons tout de même que nouveau POS soumis récemment à l'enquête d'utilité publique n'est pas encore voté définitivement.)

Montmartre rayonnait tout là-haut sur sa butte,
En son couronnement agrémenté de vert,
Quand soudain, écaurée, elle se vit en butte
A des malfrats poussés par un instinct pervers
Qui, malgré l'interdit d'une enquête publique
Ayant pour but un nouveau plan d'occupation
Des sols environnant la blanche basilique,
Sans attendre son terme, osèrent l'exaction
D'abattre, soi-disant pour construire une crèche,
Au coin si provincial où la rue Saint Vincent
Rejoint la rue Becquerel en une verte brèche,
Maints arbres centenaires à la sève de sang.
Ils vinrent les tuer, incognito, sans trace,
Et l'on voit en esprit leur sourire agaçant
Tandis que leurs deux mains refusaient toute grâce.
C'est un crime cruel, odieux, indécent,
Les fautifs sachant bien que l'enquête publique
Visait à préserver tous les espaces verts,
Et ayant pris bien soin, l'abominable clique,
De l'éminente loi de se mettre en travers.

Les paroisses oubliées

Bravo pour le 18e du mois ! Enfin un journal de quartier non partisan ! J'y suis abonné et même adhérent.

Dans le n° 4, le dossier sur les religions dans le 18e m'a paru très bon et je me suis senti concerné. Jugez mon étonnement de ne pas trouver citée la paroisse dont je fais moi-même partie : la paroisse Sainte Hélène, 4 rue Esclançon ou 102 rue du Ruisseau, a été oubliée. C'est ma paroisse et j'en suis même le curé. Cette paroisse est effectivement très discrète, car elle est la paroisse en prise directe sur les plus pauvres du quartier et du secteur HLM situé entre le périphérique, le boulevard Ney, la porte de Saint Ouen et la porte de la Chapelle. Sur cette paroisse se trouve également la plus grosse aumônerie de collèges et de lycées publics et l'aumônerie des étudiants de la faculté Clignancourt.

Comme je suis également doyen (représentant de l'évêque au plan

local) de la partie du 18e qui n'est pas sur la colline de Montmartre, je mentionne que vous avez également oublié la paroisse Notre-Dame du Bon Conseil, 140, rue de Clignancourt, tenue par les Religieux de Saint Vincent de Paul.

Rémi Leproust

L'AG de l'association Les Amis du 18e du mois

L'association Les Amis du 18e du mois, dont l'objet est la publication de ce journal, a tenu son assemblée générale le 18 mars. Ce fut l'occasion d'un intéressant débat sur le journal et son avenir. L'AG a élu le Conseil d'administration, composé de 13 membres (parmi lesquels nous saluons la présence de plusieurs responsables associatifs de l'arrondissement). Le Bureau de l'association est composé de : Noël Monier, président, Christelle Le Miller, vice-présidente, Jean-Yves Rognant, trésorier (et directeur de la publication), Fred Kalfon, secrétaire.

Le 18e du mois est édité par l'Association des Amis du 18e du mois, 7 rue du Ruisseau, 75018 Paris, tél. 42.23.34.02.

L'équipe de rédaction (entièrement bénévole) :

Caroline Abitbol, Bernard Boudet, Noël Bouttier, Claire Cartier-Cottin, Alexandrine Cohen, Bertrand Combaldieu, François Florès, Jacqueline Gamblin, Sylvain Garel, Vincent Jacques Le Seigneur, Chantal Juan, Fred Kalfon, Marie-Pierre Larrivé, Emmanuel Lemieux, Christelle Le Miller, Noël Monier, Thierry Nectoux, Claude Nègre, Jean-Claude Noyé, Erwan Perron, Patrick Pinter, Olivier Raynal, Sabadel, Jean-Yves Sparfel, Françoise Touttain.

INFOS PRATIQUES

Stationner gratuitement dans le 18e

Au bord de la crise de nerf, vous tournez depuis vingt minutes à la recherche de quelques mètres carrés de bitume pour garer votre véhicule, quand une place se libère. Raté ! La voiture qui vous précède s'y engouffre aussitôt... Après quelques tours supplémentaires, vous en apercevez une autre. Gagné. Un sourire illumine votre visage, mais pas pour longtemps, vous êtes en panne de monnaie. S'enchaîne alors une course effrénée chez les commerçants afin de dénicher les pièces miraculeuses. Ouf, ça y est ! Le calvaire prend fin... jusqu'à la prochaine fois. Et attention à ne pas dépasser le contingent d'heures qui figure sur votre ticket : les contractuelles veillent !

Cependant, éviter ces tracas, c'est possible puisque dans le 18e, il existe encore quelques rues où le stationnement est gratuit... Toutefois cette liste date de quelques semaines et il est possible que certaines rues soient devenues payantes depuis, voire même que certaines zones soient interdites de stationnement. Vérifiez les panneaux !

Jean-Pierre Legivre

GRANDES CARRIERES (18e ouest)

Rue Jean Dollfus. Rue Leibnitz. Rue Belliard (de l'av. de Saint Ouen à la rue du Poteau). Rue des Tennis. Rue Lagille. Rue Georgette Agutte. Rue du Marché Ordener. Rue D. Ruggieri. Rue du Square Carpeaux. Rue du Capitaine Madon. Villa Saint Michel. Rue Fauvet. Rue Pierre Ginier. Villa Pierre Ginier. Rue Capron. Rue Félix Ziem. Rue Armand Gauthier. Rue Steinlen.

CLIGNANCOURT, MONTMARTRE

Villa Dammémont. Rue du Poteau (du bd Ney à la rue Championnet). Rue Gustave Rouanet. Rue du Pôle Nord. Rue Vincent Compoint. Rue Calmels. Rue André Messenger. Rue Emile Blémont. Rue Montcalm. Rue des Cloys (de la rue Montcalm à la rue du Ruisseau). Square de Clignancourt. Rue Ferdinand Flocon. Passage Ramey. Rue Hermel (de la rue Marcadet à la rue Custine). Cité Hermel. Rue Diard. Rue Jules Jouy. Rue Cauchois. Rue Puget. Rue Durantin. Rue Audran. Villa de Guelma. Rue Ravignan (en partie). Rue St Vincent (de la rue Dorgelès à la rue Caulaincourt). Rue Cortot. Rue St Rustique. Rue Poulbot (en partie). Rue Gabrielle (de la rue du Calvaire à la rue Foyatier). Rue Dancourt. Villa Dancourt. Passage Briquet. Rue Becquerel (de la rue St Vincent à la rue Lamarck). Rue Lécuyer. Rue Lambert. Rue Bachelet. Rue Nicolet. Rue Feutrier. Rue du Chevalier de la Barre (en partie).

GOUTTE D'OR

Dans un grand nombre de rues se trouvant dans le carré délimité par le bd de la Chapelle, le bd Barbès,

la rue Myrha, la rue Stephenson. Egalement: Rue Léon. Passage Léon. Rue Pierre Budin. Rue d'Oran. Rue Ernestine. Rue Eugène Duployé. Rue Marcadet (en partie). Rue du Nord (en partie). Rue du Simplon (en partie). Rue Boinod.



Rue H. Lachapelle. Rue des Amiraux. Rue de Clignancourt (en partie). Rue Neuve. Rue du Roi d'Alger. Rue Championnet (du bd Ornano à la rue des Poissonniers). Rue des Poissonniers (dans sa partie nord). Rue du Mont Cenis (entre le bd Ornano et la rue Belliard). Rue Belliard (du bd Ornano à la rue des Poissonniers).

LA CHAPELLE

Rue Jean Cottin (de la rue Boucry à la place Mac Orlan). Rue de l'Evangile. Rue Tchaïkovski. Rue Cugnot. Rue L'Olive. Rue de la Guadeloupe. Rue du Canada. Rue de la Louisiane. Rue Buzelin. Rue Riquet (de la rue Pajol à la rue d'Aubervilliers). Rue Pajol (de la rue du Département à la rue Riquet). Rue J. Kablé. Rue du Département (de la rue Marx Dormoy à la rue Philippe de Girard). Rue J. François Lépine. Rue de Jessaint

A lire, pour plus de renseignements ou pour connaître les rues au stationnement gratuit dans les autres arrondissements, le guide TLM Tous les Stationnements gratuits de Paris, aux éditions Bipole, 20 F chez les marchands de journaux.

Les élections municipales auront lieu les 11 et 18 juin

**18^e
INFOS**

Conseil de Paris, conseil d'arrondissement : comment s'y retrouver

La France est en pleine campagne pour l'élection présidentielle. Mais déjà le monde politique prépare l'échéance qui suivra juste derrière : les 11 et 18 juin prochains auront lieu les élections municipales. Les citoyens du 18^e auront à élire, pour six ans, 42 conseillers d'arrondissement, dont 14 seront également conseillers de Paris. Quel sera leur rôle ? Explications.

Il y a eu sept maires successifs à Paris entre 1789 et 1794, puis deux en 1848, encore deux durant la commune de Paris (1871). Le reste du temps, pas de maire, jusqu'en 1977. Les craintes éprouvées par les gouvernants devant l'autonomie dont aurait disposé un maire de la capitale désigné par le suffrage universel, expliquent cette particularité. Le statut de Paris, en dehors des périodes précitées, fut régi par la loi du 28 pluviôse an VIII. Celle-ci instituait un préfet pour l'administration, un préfet pour la police, une assemblée sans pouvoirs réels et des maires d'arrondissement nommés, rétri-bués comme fonctionnaires, avec pouvoirs d'officiers d'état-civil.

La loi du 31 décembre 1975 a changé cela. Elle a promulgué un nouveau statut de Paris et permis l'élection, le 25 mars 1977, d'un maire. Ce fut Jacques Chirac.

Mais Paris restait une exception dans la vie politique française : c'est la seule ville qui soit à elle seule un département. Le conseil de Paris cumule donc les fonctions de conseil municipal et de conseil général, et le maire a aussi les pouvoirs d'un président d'assemblée départementale. Pas de maire pendant 106 ans, et puis tout d'un coup un maire qui a beaucoup plus de pouvoirs que les autres.

Partant de cette constatation, la loi du 31 décembre 1982, dite "loi

PLM" (parce qu'elle concerne aussi Lyon et Marseille), a créé de nouvelles structures locales : des conseils d'arrondissement et des maires d'arrondissement élus, qui s'ajoutent au conseil et au maire de Paris. Chirac et ses amis politiques y étaient hostiles au début, puis ils s'y sont habitués et certains (c'est le cas de Roger Chinaud, maire du 18^e) avouent y avoir pris goût.

Le Conseil de Paris

Le Conseil de Paris se réunit actuellement onze fois par an en tant que conseil municipal et conseil général. Les séances sont publiques. L'ordre du jour est établi par le maire. Celui-ci désigne ses adjoints (47 à l'heure actuelle) et leur accorde des délégations. Chaque adjoint a une compétence particulière (urbanisme, école, budget, sécurité, etc.). Le premier adjoint (actuellement Jean Tibéri) coordonne l'action municipale. L'adjoint chargé des finances (Alain Juppé jusqu'en juin prochain) a également un grand pouvoir.

La loi du 31 décembre 1982 a fixé le nombre des conseillers de Paris : 163, élus pour six ans, selon un scrutin proportionnel pondéré (voir plus loin).

Tout conseiller de Paris est membre d'une des sept commissions permanentes.

La mairie de Paris dispose d'une



Le fronton de la mairie du 18^e

administration très importante : 38.000 fonctionnaires et agents. Le département de Paris en emploie 3.500, et la Préfecture de police 6.000. Les activités du ressort de la mairie sont très nombreuses et justifient un budget de près de 20 milliards de francs par an, alimenté par les impôts locaux.

Le 18^e et son conseil d'arrondissement

Les arrondissements demeurent des circonscriptions administratives, sans autonomie politique, et n'ont pas de personnalité morale distincte de celle de la Ville de Paris. Le conseil d'arrondissement a donc des pouvoirs très limités : il adresse des questions écrites ou orales au maire de Paris, formule des vœux sur les affaires concernant le 18^e et les subventions aux associations. Ces vœux, s'ils entrent dans le cadre de ce qu'on pourrait appeler la routine municipale, sont quasi-automatiquement satisfaits par l'administration de la mairie de Paris ; mais pour les questions importantes, en cas de désaccord, c'est toujours l'Hôtel de Ville qui a le dernier mot.

Le conseil d'arrondissement est également consulté pour l'établissement ou la modification des plans d'occupation des sols. Il délibère sur les projets d'implantation ou d'aménagement des crèches, haltes-garderies, maisons de jeunes, espaces verts. Il gère certains équipements de quartier.

Le maire d'arrondissement réunit

tous les trois mois le CICA (comité d'initiative et de consultation de l'arrondissement), qui regroupe les associations locales avec le conseil d'arrondissement et où peuvent être recueillis des avis sur telle ou telle question.

Elus en même temps que le Conseil de Paris, les conseillers d'arrondissements (354 en tout sur Paris, 42 dans le 18^e) élisent les maires d'arrondissement, qui choisissent leurs adjoints. Roger Chinaud a désigné douze adjoints.

Les recettes et dépenses de fonctionnement de chaque conseil d'arrondissement sont votées chaque année mais ne constituent pas un budget autonome. Le conseil d'arrondissement n'a aucun pouvoir en matière d'impôts.

Comment vote-t-on ?

Dans le 18^e, des listes bloquées comportant chacune 42 noms (autant que de conseillers d'arrondissement) seront proposées aux électeurs. Ceux-ci en choisiront une, sans avoir le droit d'y ajouter quoi que ce soit ni de modifier l'ordre de présentation. Cet ordre est important, car les 14 premiers de chaque liste postulent pour être l'un des 14 conseillers de Paris désignés par le 18^e arrondissement.

Si une liste obtient la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, elle se voit attribuer la moitié des sièges à pourvoir (arrondie s'il y a lieu à l'entier supérieur) soit, pour le 18^e, 21 sièges. Le reste des sièges est attribué ensuite à la représentation proportionnelle entre toutes les listes, y compris celle qui dispose déjà de la moitié des sièges, à l'exclusion néanmoins des listes n'ayant pas obtenu 5 % au moins des suffrages exprimés. Le mode de calcul utilisé pour cette répartition à la proportionnelle est celui de la plus forte moyenne.

Si aucune liste n'a obtenu la majorité absolue au premier tour, un deuxième tour est organisé une semaine après. Seules peuvent participer au second tour les listes ayant obtenu au moins 10 % des suffrages exprimés au premier tour. Elles peuvent soit se maintenir telles quelles, soit fusionner avec une ou plusieurs autres listes, à

Les résultats de 1989 dans le 18^e

Aucune liste n'avait obtenu la majorité absolue au premier tour. (La liste Union de Paris, conduite par Alain Juppé et Roger Chinaud, avait obtenu 47,97 % des voix.) Au second tour, trois listes restaient en présence. Voici leurs résultats:

Nom des listes	% de voix au 2 ^e tour	Nombre d'élus au Conseil de Paris	Nombre d'élus au Conseil du 18 ^e
Union pour Paris (RPR, UDF, CNI) Alain Juppé	52,76	11	33
Vivre à Paris (PS, PC) Daniel Vaillant	36,93	3	8
Entente populaire et nationale (FN) P. de Blighnières	10,32	0	1



18e INFOS Tableau noir pour les écoles primaires

Nouveaux épisodes dans le feuilleton des écoles : après les parents et enseignants de la Goutte d'Or et de la Chapelle, ce sont ceux du quartier Abbesses qui protestent parce qu'il n'y aura pas assez de places à la rentrée de septembre 1995 pour accueillir tous les enfants. Et de nouvelles actions sont prévues en avril et mai.

• Goutte d'Or

L'an dernier le Collectif parents-enseignants des écoles primaires de la Goutte d'Or avait manifesté, occupé les lieux, remué ciel et terre pour obtenir la création d'une nouvelle école permettant d'accueillir une centaine d'enfants en surnombre. Ils avaient obtenu l'ouverture, en septembre 1994, de cinq classes nouvelles rue Budin dans un ancien collège désaffecté. Mais les enfants continuent à affluer dans ce quartier populaire et, en septembre 1995, ils seront, selon les calculs des enseignants, 221 de plus sans places supplémentaires prévues. Que faire ? Le Collectif est remonté au créneau, l'école Cavé a été occupée par les parents quelques jours en mars, d'autres actions sont en vue.

• Abbesses - St Pierre

Voici maintenant que ça craque aussi dans le quartier Abbesses-Saint Pierre avec 55 enfants devant entrer en CP et dont on ne sait que faire, sinon en entasser 27 à Houdon dans le bureau actuellement occupé par le directeur et qui, raison de sécurité, ne peut en accueillir que 19... et en loger 28 à Foyatier dans la bibliothèque, pourtant fraîchement installée. Là aussi, les parents ont occupé les locaux par relais, tout comme ceux de la maternelle de la rue d'Orsel, "pourvoyeuse" des deux écoles déjà nommées, et où l'on pense transformer le dortoir des petits en classe. Un terrain existe à proximité, rue Pierre Picard, il faut y construire une école, demandent les parents.

• La Chapelle

Ça ne va pas mieux à la Chapelle : 300 gosses supplémentaires attendus. Une solution est bien proposée par la mairie : monter des préfabriqués (cinq classes) sur un terrain de sport rue Tchaïkowski.

Pas question, disent les parents qui proposent un autre terrain, actuellement vide celui-là, rue de la Madone. Ils l'ont même symboliquement occupé et "inauguré".

Les trois Collectifs ont fait jonction pour une action commune de longue haleine : soutien par tous des actions spécifiques de chacun, comme par exemple l'inauguration symbolique de la bibliothèque scolaire de Foyatier prévue le 8 avril, ou la "pose de la première pierre" rue Pierre Picard, le 8 avril également,



Ecole de la rue Foyatier

lettres et démarches auprès de la mairie d'arrondissement et de la mairie de Paris, et même grande journée d'action, avec grève générale envisagée des écoles du 18e, occupations et opérations portes ouvertes, manifestation peut-être devant l'Hôtel de Ville, en mai.

Auront-ils gain de cause ? Au cours d'un CICA (comité d'initiative et de consultation d'arrondissement) le 13 mars à la mairie du 18e, la municipalité a contesté les prévisions d'effectifs des parents et enseignants, affirmé que certaines écoles

(Clignancourt-Binet par exemple) sont même en sous-effectifs, et fait remarquer qu'il faut trois ans pour construire une école neuve.

Les trois Collectifs pourtant persistent et signent. On ne peut pousser les murs des écoles existantes, ils ne veulent pas de transferts et voir leurs enfants faire des kilomètres pour aller en classe. Ils veulent de nouvelles écoles.

Bien sûr, cela demande du temps et de l'argent. Mais, demandent-ils, pourquoi n'a-t-on rien planifié ? Il y a plusieurs années déjà que Paris cesse globalement de se dépeupler, et si les arrondissements du centre continuent à perdre des habitants, ceux de la périphérie - notamment les 17e, 18e, 19e - voient leur population s'accroître. Et que serait-ce si la capitale n'était pas lanterne rouge en matière de scolarisation des enfants de 2 ans en maternelle : moins de 8 % en bénéficient (et à peine plus de 0 % dans le 18e) contre plus de 30 % en moyenne nationale !

condition que celles-ci aient obtenu 5 %. La liste qui arrive en tête au second tour obtient la moitié des sièges, le reste étant réparti, comme indiqué plus haut, entre toutes les listes à la proportionnelle.

Ce système, qui est une sorte de mélange de proportionnelle et de scrutin majoritaire, a pour but de dégager une majorité nette, tout en préservant la représentation des minorités.

Jean-Yves Sparfel

Les municipales et le 18e du mois

Notre journal, indépendant de toute organisation politique, ne soutiendra aucune liste. Mais indépendant ne veut pas dire neutre : nous nous efforcerons de poser aux divers candidats les questions qui nous paraissent importantes, même si ce ne sont pas celles dont ils ont le plus envie de parler.

Quelques membres de notre équipe de rédaction (deux, à notre connaissance) nous ont fait part de leur projet d'être candidats aux élections municipales ; c'est leur droit de citoyens ; mais ils n'engagent pas notre journal.

Dans le prochain numéro, nous publierons un reportage sur la préparation de la campagne dans les différentes forces politiques, et dans notre numéro de juin un dossier sur les programmes en présence ; nous donnerons alors la parole aux représentants de toutes les listes - à l'exception toutefois du Front national ou d'éventuels autres candidats racistes : tout courant d'opinion a le droit de présenter des candidats ; mais aucune loi ne nous oblige, en ce qui nous concerne, à offrir nos colonnes à des gens dont nous pensons qu'ils sont dangereux pour la démocratie.

Les adolescents de la Chapelle pétitionnent pour le terrain de sport



Françoise Touttain

Ne serait-il pas plus simple de leur ouvrir la porte ?

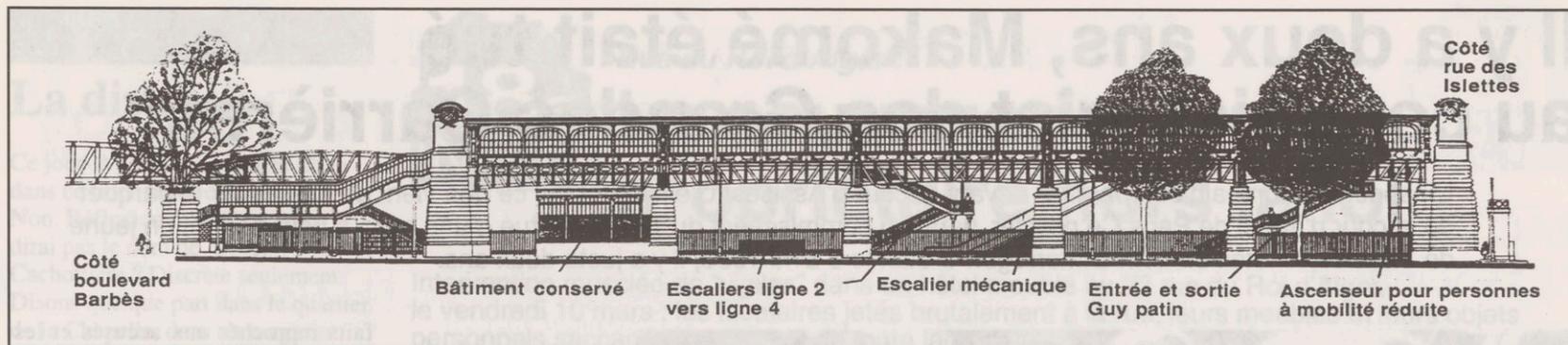
Le terrain de sport de la rue Tchaïkowski, récemment réhabilité, sera-t-il détruit pour qu'on y construise des classes préfabriquées ? Des adolescents du quartier ont rédigé une pétition, qu'ils veulent envoyer à la mairie, non seulement pour s'opposer à ce projet, mais pour demander en outre que le terrain leur soit ouvert.

Actuellement en effet, il est affecté aux activités sportives des écoles et centres aérés. Pour pouvoir y jouer, les adolescents

sont obligés d'escalader le grillage. La population alentour, tout comme les patrouilles de police, ferment les yeux sur ces intrusions, préférant les voir profiter des structures sportives inoccupées et y disputer des matches de foot que traîner dans la rue.

La meilleure solution aux yeux de tous serait d'ouvrir ce terrain aux adolescents en dehors des créneaux réservés aux écoles, avec présence d'un animateur.

Françoise Touttain



Voici comment se présentera la station, une fois les travaux terminés, en 1998.

Métro Barbès : six ans de travaux et huit milliards de centimes

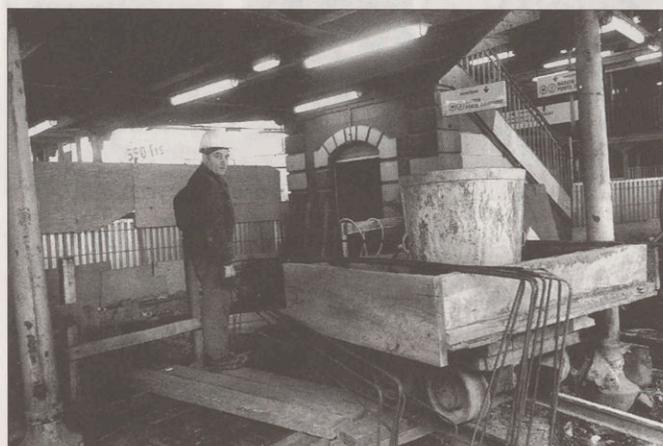
Les usagers du métro Barbès-Rochechouart ne sont pas au bout de leurs peines : la station, une des plus encombrées de Paris, est en travaux depuis le printemps 1992, et ça va durer jusqu'en 1998.

Barbès-Rochechouart est certainement une des stations de métro les plus encombrées de Paris. Non pas une de celles où il passe le plus de monde : de ce point de vue, elle se situe loin derrière St Lazare, Montparnasse ou Gare du Nord. Mais, compte tenu du peu de surface des couloirs, et de l'afflux quotidien de foule provoqué notamment par les magasins Tati (sans oublier les innombrables marchands à la sauvette, pittoresques et parfois sympa-thiques, mais encombrants dans un espace aussi restreint), on s'y bouscule très souvent.

Pour tout arranger, les travaux depuis longtemps réduisent les possibilités de circuler. Actuellement l'escalier qui mène du couloir souterrain central jusqu'au niveau du sol côté boulevard de la Chapelle, a vu sa largeur diminuée de plus de moitié en raison du chantier de construction d'un escalator. L'emprunter à certaines heures de la journée relève de l'exploit sportif.

«La rénovation de la station Barbès, nous dit M. Grugeard, un des responsables de la RATP pour le secteur nord, est une œuvre de longue haleine qui ne s'achèvera pas avant 1998 et dont le coût total atteindra 80 millions de francs (8 milliards de centimes).»

De nombreux usagers du métro Barbès se plaignent de la disparition du kiosque à journaux situé à l'entrée du métro. Il faut maintenant, quand on part au travail ou qu'on en revient, se rendre jusqu'au boulevard de Magenta pour acheter son journal. Souhaitons que, lorsque la plateforme d'accès boulevard de la Chapelle sera rétablie, le marchand de journaux soit réinstallé près d'elle.



Noël Monier

Le chantier du nouvel escalator a obligé à rétrécir l'espace de circulation.

La première étape des travaux a été la réfection des quais et de la voûte de la ligne 4 (Orléans-Clignancourt). Commencée au printemps 1992, elle s'est achevée seulement fin 1994. Pendant plus d'un an, de juin 92 à la fin de 93, les voyageurs ont dû attendre leur métro dans un décor vraiment repoussant. «Il fallait faire des injections de béton dans la voûte pour renforcer la structure, explique M. Grugeard. C'est ce qu'on appelle la régénération et c'est très long. D'autant qu'on ne peut travailler que la nuit, entre 1 h 30 (coupure du courant) et 5 h.»

Même lorsque ces opérations de gros oeuvre ont été achevées, la pose des revêtements céramiques a demandé des mois et des mois. Les bancs n'ont été installés qu'à la mi-novembre 1994, l'éclairage définitif en décembre. La réception finale des travaux a eu lieu en janvier 95.

On construit maintenant un escalator qui partira du quai direction Clignancourt, fera étape au niveau de la rue et montera jusqu'au métro aérien Nation-Dauphine. Il remplacera l'escalator actuel, en bois, vieux et potentiellement dangereux. Si tout va bien, l'ouvrage devrait être suffisamment avancé fin avril pour qu'on puisse

rétablir dans sa largeur normale l'ancienne plateforme d'accès boulevard de la Chapelle (actuellement remplacée par des escaliers provisoires en bois). En juillet l'escalator devrait être à peu près terminé. Mais des retards sont toujours à craindre.

Les travaux se poursuivront ensuite par l'élargissement de l'emprise de la station jusqu'à l'aplomb de la rue des Islettes. (L'occupation de tout cet espace par la RATP est d'ailleurs souhaitée par la préfecture de police, afin d'éviter que se réinstalle là le célèbre «marché aux voleurs».) Un accès (entrée et sortie, mais probablement pas de guichet) sera ouvert côté rue Guy Patin - rue des Islettes.

Il faudra prévoir aussi une réfection des verrières sur Nation-Dauphine : les jours de pluie, les voyageurs doivent enjamber des flaques d'eau larges de deux mètres.

La dernière étape sera l'installation d'ascenseurs accessibles aux handicapés tout au fond de la station (voir plan).

Mais l'obligation de respecter intégralement les anciennes structures métalliques, qui sont classées, rend les travaux longs et difficiles.

Noël Monier

Guichet fermé : c'était pour faire des économies de personnel

La RATP donne l'impression d'avoir peu de considération pour les usagers du métro Barbès : c'est en tout cas ce qu'on a pu penser lorsque le guichet de vente des billets situé sur la plateforme à mi-hauteur boulevard de la Chapelle, a été fermé durant plus d'un an. Des distributeurs automatiques avaient certes été installés, mais situés dans un renforcement et peu visibles - et puis on n'a pas toujours de la monnaie. Cela faisait le bonheur des revendeurs de tickets à la sauvette (merci pour eux), mais gênait beaucoup de voyageurs.

Quelle était la cause de cette fermeture ? Problème de sécurité ? «Pas du tout, nous dit M. Grugeard, représentant de la RATP. Il s'agissait de faire des économies de personnel.»

Depuis, le guichet a été rouvert, du moins la plupart du temps. La RATP a au moins le mérite de reconnaître ses erreurs.

Les vélos dans le 18e début mai

Le samedi 6 mai, des centaines de cyclistes viendront dans le 18e à l'appel d'Ecolo J, des Jeunes Verts européens, des Verts Paris. Partis de la Bastille à 14 h, comme le premier samedi de chaque mois, ils manifesteront contre le tout-automobile, les axes rouges, la pollution de l'air, pour le réseau vert (pistes cyclables et piétonnes dans Paris) et les transports en commun. Ils invitent les habitants et associations du 18e à dialoguer, à participer à cet exercice pacifique et haut en couleurs. (Tél. 47 40 83 91)

Il y a deux ans, Makomé était tué au commissariat des Grandes Carrières

L'inspecteur Compain comparaitra devant la cour d'Assises. C'est du moins ce que vient de demander le parquet de la cour d'appel de Paris Ce policier, dans un commissariat du 18e, avait tué d'une balle à bout portant un jeune de 17 ans qu'il était en train d'interroger. C'était le 6 avril 1993, il y a juste deux ans.



Noël Monier

10 avril 1993, lors d'une des manifestations qui suivirent la mort de Makomé, interpellation d'un jeune coupable de s'être moqué des policiers.

Dans le commissariat des Grandes Carrières, rue Achille Martinet, ce mardi 6 avril 1993, sont gardés à vue deux jeunes. L'un d'eux, Makomé, est un Zaïrois de 17 ans, habitant le 20e arrondissement. Que leur est-il reproché ? Soupçonnés de vols de cigarettes. La garde à vue de Makomé est prolongée. L'après-midi de ce 6 avril tourne au drame. L'inspecteur s'énerve, tente d'arracher des aveux au jeune homme, sort un calibre 9 mm, et tire à bout portant. Makomé est tué.

La nouvelle ne tarde pas à se répandre hors du commissariat. Dans la soirée de ce mardi, un regroupement se forme rue Martinet : des amis de Mako, des jeunes, et aussi des militants d'associations. Ça discute dans la rue, des passants demandent ce qui se passe, certains restent, s'associent, d'autres passent leur chemin. Une dame s'exclame : "C'est bien fait, il n'avait qu'à ne pas faire de bêtises !" Déjà le face-à-face s'amorce entre policiers et jeunes. Bientôt la rue va prendre, pour plusieurs jours, l'allure d'un camp retranché.

Un contexte plutôt sombre

Ce drame n'est pas un fait isolé, un coup de tonnerre dans un ciel serein. Il s'inscrit dans une tension qu'on ne peut détacher du climat politique. Un mois avant, la droite a effectué un retour triomphant au pouvoir ; Pasqua, nommé ministre de l'Intérieur, a fait des déclarations dures : couverture des

policiers par leur ministre, légitimation de leurs comportements car "on les empêcherait de faire leur travail", le message a été reçu cent pour cent. Plusieurs autres jeunes sont tués par des policiers en France, dans le Nord, à Cherbourg. "La chasse est ouverte", commentent des manifestants - mais on entend la même phrase dans la bouche d'un policier.

Cependant, expliquer cette flambee par le seul retour de la droite relèverait d'une lecture réductrice et erronée de la réalité. Le terrain est miné depuis longtemps dans le 18e, où les scènes de quadrillage policier, à la Goutte d'Or, constituent le lot quotidien.

Jamais autant qu'en ces journées d'avril 93 la coupure n'est apparue aussi nette entre les policiers et un grand nombre de jeunes. Si les déclarations de la famille de Makomé restent mesurées, pour ne pas risquer d'engendrer plus de haine et de violence, le climat du quartier est marqué par une montée des provocations. Cela ne se limite pas aux réflexions de certains policiers, le commissaire Ruiz accompagne cet esprit avec zèle. Durant une semaine, les manifestations se succèdent ; les compagnies de CRS et de policiers en tenue, dont le comportement n'est pas particulièrement tendre, se voient en quelque manière relativisées dans leurs interventions par des groupes en civil, armés de sortes de battes de base-ball, dont l'agressivité ne semble pas avoir de limite. Certains spectateurs, qui ne

sont pas avertis, croient à l'intervention de groupes de "fachos" - mais non, ce sont des policiers.

Face à eux, des jeunes non organisés, venus crier leur colère - et quelques groupes militants issus d'associations ou de mouvements politiques du quartier, et qui tentent d'organiser un peu ce mouvement. Nombre de participants, mais aussi des passants, sont arrêtés, pour des motifs parfois peu clairs, ou passés à tabac. Certains se retrouvent à l'hôpital.

Les semaines qui suivent sont marquées par la collecte de témoignages devant déboucher sur un "livre blanc" sur les violences policières de cette période dans le 18e, et par la recherche des victimes, leur regroupement, la mise en place d'un fonds de solidarité pour la défense, car beaucoup sont déferés devant la justice. Une réunion publique a lieu le 30 avril, où se retrouvent plusieurs centaines de personnes.

Assises ou correctionnelle ?

Les procès des personnes arrêtées durant ces journées ont lieu en mai et débouchent tous sur des condamnations similaires, quels que soient les faits reprochés et quelles que soient les contradictions apportées par des témoins aux affirmations des policiers : autour de 2000 F d'amende, et deux mois de prison avec sursis. A chaque fois, le parquet a refusé le lien entre les

faits reprochés aux accusés et les violences policières.

Cependant l'émotion soulevée a eu quelques conséquences : le commissaire Ruiz est déplacé, et l'inspecteur Compain, qui a tué Makomé, est mis en examen. Une question est cependant posée : de quoi sera-t-il inculpé ? de meurtre, ou simplement de "coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner" ? Dans le premier cas, c'est la cour d'Assises, dans le second la correctionnelle, où les peines encourues sont moins lourdes et où les avocats de l'inspecteur comptent sur l'indulgence des magistrats envers les policiers. Le parquet vient de répondre : ce seront, si ses conclusions sont suivies, les Assises.

Le 6 avril 1995, une manifestation commémorative, avec dépôt d'une gerbe, est organisée par le *Comité de vigilance du 18e* (voir page 7) et plusieurs associations, à 18 h 30 devant la mairie.

Gilles Barroux

Deux policiers condamnés pour un passage à tabac rue de Jessaint

L'affaire date de 1989 mais n'a été jugée qu'en mars 1995 : dans la cour d'un immeuble rue de Jessaint, dans le sud du quartier de La Chapelle, deux policiers avaient passé à tabac, un soir de 1989, un jeune motocycliste d'origine béninoise, Lucien Djossouvi, qui, ont-ils dit, refusait de se soumettre à un contrôle d'identité. Djossouvi, qui pourtant n'était pas un gringalet (il était champion de Paris de boxe amateur), était resté allongé sur le trottoir avec un traumatisme testiculaire et de nombreux hématomes frontaux et occipitaux.

Après l'enquête de deux ans de l'IGS (la "police des polices") puis l'instruction menée par un juge de Versailles, les magistrats sont arrivés à la conclusion que les deux policiers avaient largement débordé "l'usage de la force nécessaire" pour contrôler une identité. Djossouvi les accusait de l'avoir traité de "sale nègre".

Les deux inspecteurs - qui entre 1989 et 1995 avaient bénéficié de promotions au sein de la police - ont été condamnés à dix-huit mois de prison avec sursis et 47.887 F de dommages et intérêts.

La distraite

Ce jour-là j'y suis retournée illico dans ce libre-service de la rue... Non. Réflexion faite je ne vous dirai pas le nom de la rue. Cachottière ? Discrète seulement. Disons quelque part dans le quartier de la Chapelle, dans un magasin libre-service d'alimentation mi-européenne mi-asiatique. Il y a du monde, c'est l'heure des courses en cet après-midi de mars. Déjà je peste intérieurement contre le réflexe idiot qui m'a poussée à snober le chariot au profit du panier si vite plein, si vite lourd. Enfin j'arrive aux caisses et dépose mon fardeau sur le tapis roulant. Sourire à la caissière, je la reconnais, je viens parfois m'approvisionner là. Peut-être me reconnaît-elle aussi, je ne sais pas. Déjà j'ai rempli mon sac à dos et deux grands sacs en plastique. La caissière attend, les clients suivants attendent, tout le monde attend et moi, je reste là, à fouiller mes poches. Inutile. Mon porte-monnaie est presque vide et j'ai bel et bien oublié ma carte bancaire. Et alors ? et alors ? Alors rien. J'ai pris mes courses et je suis rentrée chez moi. "Vous reviendrez payer plus tard, je vous fais confiance", m'a dit le directeur du magasin. Je n'en revenais pas. Mais j'y suis revenue!

Claire Cartier-Cottin

Le collectif Vigilance et Solidarité du 18e

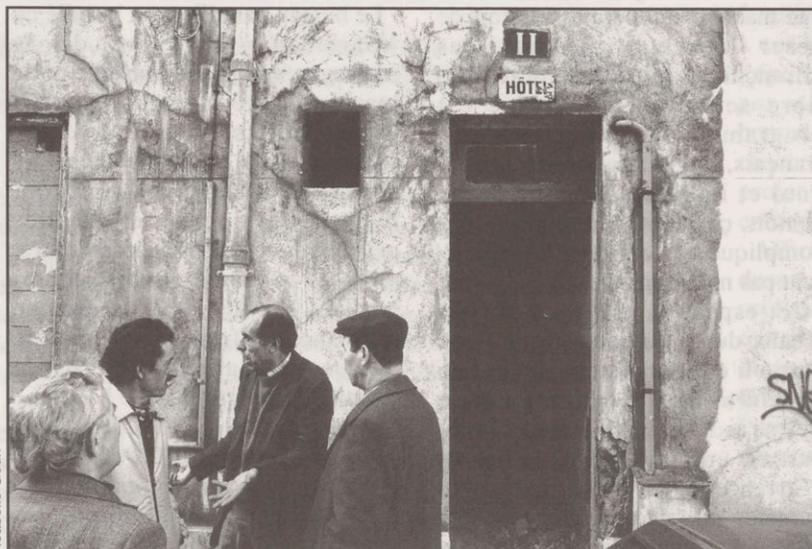
Le Collectif Vigilance et Solidarité du 18e vient de mettre en service une ligne téléphonique avec répondeur : 42 54 01 01, où "toute personne vivant ou voulant témoigner d'un problème d'exclusion ou d'une situation d'urgence peut laisser un message". Elle sera recontactée pour être mise en relation avec l'association ou la personne la mieux à même de l'assister. Ce collectif, qui regroupe plusieurs associations (Accueil et Promotion, Habiter au quotidien, Jeunes contre le racisme en Europe, Ligue des droits de l'homme, MRAP, Ras l'Front, SOS-Racisme), a été mis en place à la suite d'une réunion publique en novembre dernier sur les conséquences des lois Pasqua. Il veut pouvoir "intervenir aussi bien sur un problème d'expulsion d'un immeuble, ou d'expulsion hors de France, que pour dénoncer les provocations d'un mouvement intégriste devant une clinique du quartier".

18e
INFOS

Rue du Roi d'Alger :

La sauvagerie d'un propriétaire hors la loi

Intervention musclée de "vigiles" dans un hôtel meublé au 23 rue du Roi d'Alger, le vendredi 10 mars : les locataires jetés brutalement à la rue, leurs meubles et leurs objets personnels saccagés, en dehors de toute légalité.



Isabelle Goux

Vers 8 h 30, une douzaine de gros bras en uniforme débarquent avec trois gros chiens dans cet hôtel meublé à la limite de l'insalubrité, où résident encore une vingtaine d'habitants, retraités pour la plupart. Les locataires les plus anciens habitent ici depuis une vingtaine d'années, les plus récents depuis huit ans. Les vigiles défoncent la porte de chacune des chambres, dont la plupart des occupants sont absents à cette heure, demandent aux présents de «dégager», en proférant des injures racistes, et détruisent les meubles. Un maçon entreprend alors de murer l'entrée, afin d'empêcher que les habitants puissent réintégrer leurs logements. Entre temps, une partie des vigiles s'est éclipse. Quatre d'entre eux demeurent cependant sur les lieux. Avant même la mise en place du mur, ils ont refusé que les locataires aillent récupérer leurs papiers dans leur chambre. Une mère de famille, demandant si elle peut rentrer chez elle, est mordue par un chien.

L'un des voisins a alors le réflexe d'alerter la presse et l'association *Droit au Logement*¹. Devant les caméras, les vigiles s'adoucissent, mais demeurent devant la porte de l'hôtel, empêchant, au vu de tous, les habitants de rentrer. Ils ne sont interpellés qu'à douze heures. La police découvre alors qu'ils étaient mandatés par un agent immobilier basé à la même adresse que la SOCOTIM, une société privée

1. *Droit au Logement*, 3 bis rue de Vaucouleurs, 75011 Paris. 40.21.83.81.



Après le passage des pseudo-vigiles, les logements saccagés.

installée à Saint-Maur (94) ayant acheté l'hôtel meublé, mis en vente par les Domaines après le décès de son propriétaire en 1990.

Une partie des occupants présents déposent plainte pour violation de domicile et destruction de biens. Ils réintègrent leurs logements, totalement saccagés, dans l'après-midi. Le député Daniel Vaillant interpelle le préfet de police et le maire de Paris, demandant à ce dernier de «porter plainte contre les instigateurs de ce commando et de faire en sorte que la Ville de Paris se porte partie civile» et qu'elle assure le relogement à Paris des victimes de l'agression. Lors du conseil d'arrondissement du 13 mars, le sénateur-maire du 18e Roger Chinaud s'associe à la condamnation de cet acte barbare.

A travers ce scandale, plusieurs problèmes sont posés. Inutile de s'appesantir sur la brutalité et la bêtise des «videurs», des pauvres types que l'on a payés pour cette besogne. Mais la SOCOTIM, le probable «commanditaire», ne disposait-elle pas de procédés plus humains pour régler son différend avec les locataires ?

Une décision d'expulsion a certes été prononcée à l'encontre du gérant le 25 avril 1990. Dans le cas d'un hôtel meublé, l'expulsion du gérant entraîne celle des occupants, même s'ils payent régulièrement leur loyer. Cependant, cette décision ne peut être exécutée que lorsque la Préfecture en fixe la date, qui ne peut de toute façon survenir lors de la trêve hivernale, du 15 novembre au 15 mars.

Pourquoi a-t-il alors fallu attendre midi pour que la police interpelle les vigiles ? La Préfecture prétend qu'«il fallait d'abord savoir si on pouvait intervenir légalement ou non». La violence dont les habitants ont été victimes ne serait-elle donc pas un motif légal d'intervention ?

Le DAL et le Collectif de vigilance et de solidarité du 18e (voir ci-contre) soutiennent les familles concernées. Ils prolongent l'intervention de certains de leurs voisins, dont la prompt réaction de solidarité a été exemplaire.

Fabrice Molliex

De l'insecticide sur un bébé

Dans le square Rachmaninov, dans la ZAC Evangile, le 21 mars, un bébé de 4 mois, Juliette, a été atteinte par un nuage d'insecticide anti-pucerons, un gaz nommé *Pacol*, qui venait d'être pulvérisé par des employés des Parcs et Jardins de Paris. La petite fille, souffrant de brûlures et irritations, a dû recevoir des soins à l'Hôtel Dieu. La maman de Juliette, Mme Dabbadie, a décidé de porter plainte contre la Ville. Car, avant de recevoir des excuses de l'administration, elle a subi d'abord scepticisme, voire mépris de la part des responsables, et s'étonne d'avoir dû alerter la presse pour être écoutée. La Ville de Paris annonce avoir donné des consignes pour que désormais les squares et jardins soient fermés lorsqu'ont lieu des arrosages d'insecticides.

Un nouvel espace «Automates» au bureau de poste Marx Dormoy

ZAC Pajol : l'Association La Chapelle écrit à Chirac

Depuis le 24 février, l'affaire est dans le sac... de M. Dalbin, commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique sur le projet de ZAC Pajol (voir l'article dans notre numéro de mars). En effet, l'Association La Chapelle lui a remis un dossier comprenant une analyse de «l'étude d'impact», dossier établi après une large consultation parmi la population, et qui souligne, chiffres à l'appui, les insuffisances et les incohérences du projet.

Depuis cette même date l'affaire est sur le bureau du maire de Paris : dans une lettre ouverte à M. Chirac, l'association demande que soit réalisé «un véritable audit social et urbain du quartier de La Chapelle incluant tout aménagement privé ou public prévu - dont le programme de la ZAC Pajol - en préalable à toute décision définitive».

«Ne nous laissez pas sans voix, Monsieur le maire», conclut la plume malicieuse du rédacteur de la lettre... Actuellement l'association poursuit son travail sur le terrain avec notamment les différents acteurs sociaux du quartier. Elle est prête à une véritable concertation. Sa voix sera-t-elle prise en compte ? L'affaire est à suivre.

La drogue en débat

«Les enfants n'ont pas le droit de rêver, on les pousse à devenir délinquants.» - «On ne prend pas seulement des drogues parce qu'on est mal dans sa peau.» - «Quand mon fils est tombé dans la drogue, je n'ai trouvé personne pour m'aider.»

La cinquantaine de personnes présentes le 21 mars à la réunion organisée par le PCF du 18e près de Marx Dormoy sur le thème de la drogue, avec la participation d'un douanier, d'un éducateur et d'un spécialiste de la «géopolitique des drogues», ont largement pris la parole. Difficultés de communication familiale et d'insertion professionnelle, faiblesse des lieux d'écoute et de soins, insuffisances de la police, les thèmes de débat n'ont pas manqué. Certains ont dénoncé «l'immobilisme de la mairie» par rapport à l'ilotage ou à l'information dans les écoles.

Jean Vloss, conseiller d'arrondissement, s'est engagé sur de nouvelles initiatives du PCF, tout en promettant de ne pas récupérer ce thème pour les prochaines municipales.

Un nouvel espace «Automates» vient de s'ouvrir au bureau de poste Marx Dormoy, 2 rue Ordener : un minitel, un distributeur de billets, une photocopieuse, un distributeur de timbres et d'étiquettes, mais aussi une machine qui permet à la fois de peser lettres et paquets, les affranchir et les poster, le tout en libre service. La machine est programmée en cinq langues : français, anglais, allemand, espagnol et italien. (En arabe ou en chinois, ça aurait été beaucoup plus compliqué car ces langues n'utilisent pas notre alphabet.)

Cet espace a été gagné sur les locaux du tri du courrier dont une partie a été transférée. La poste a également installé dans cet espace, qui se trouve juste à l'entrée du bureau, un distributeur de tickets d'attente avec sur chacun un numéro, qui sera appelé et affiché à un guichet quand le tour du client concerné viendra. Ce système (déjà en application à la poste de la rue de

Clignancourt) sert à gérer les files d'attente ; mais cela permet aussi au client de savoir à peu près combien de temps il devra patienter et, si ce temps est suffisant, d'aller éventuellement faire une petite course sans perdre son tour.

Le bureau par ailleurs a installé un «Garlaban» (du nom de la montagne au pays d'Aubagne où la machine a été inventée), soit un espace libre service réservé aux entreprises du quartier, ouvert de 8 h à 19 h (donc plus longtemps que le reste du bureau), et où elles peuvent directement déposer lettres, paquets et même envois recommandés. Il suffit de posséder une machine à affranchir et une clé d'accès au Garlaban (qui est le premier de ce type installé à Paris).

«Nous desservons 25.000 habitants et accueillons 2.000 clients par jour pour effectuer quelque 2.500 opérations, dont les transactions financières représentent moins de la moitié», explique Christian Ravel, directeur du

bureau. *Ce nouvel espace permettra de mieux satisfaire la clientèle, d'autant plus que nous avons également ouvert un huitième guichet.*

Les postiers ne sont cependant pas tous ravis. La CGT fait remarquer qu'aucun emploi n'a été créé pour faire fonctionner le huitième guichet, alors qu'au contraire deux emplois ont été supprimés par suite du transfert du tri et du relevage du courrier. (Ces mesures s'inscrivaient dans le plan de réaménagement de la poste dans le 18e, avec 25 suppressions d'emplois en tout, qui a provoqué la colère du personnel et la grève du mois dernier.) «La Poste dit vouloir améliorer l'accueil ; des effectifs plus nombreux et qualifiés sont nécessaires pour cela. Or, elle supprime des emplois et utilise du personnel précaire payé 2.500 F. Quel scandale !», déclarait un tract CGT distribué le jour de l'inauguration de ces nouvelles installations.

PAROLES DE MOMES

Yolande, Simon, Anna, Elodie, Elie. Ils ont 9 ans, élèves de CM 1 à l'école du 142 rue des Poissonniers, et comme tous les autres enfants de cette école ils travaillent cette année sur les droits de l'enfant, l'apprentissage de la citoyenneté et notamment de la citoyenneté européenne. Et ils ont des choses à dire à ce sujet...

L'Europe et les droits de l'enfant

Volubiles ou réservés, ils connaissent leurs droits... ou plutôt les droits qu'ils aimeraient qu'on leur reconnaisse : ne pas toujours se faire passer devant par les adultes quand ils vont acheter du pain ou des bonbons, ne pas essayer des plaisanteries sur leurs noms, ne pas se faire battre par les plus grands, avoir le droit de choisir ses habits, et même décider des choses à faire en classe... «Si on nous laisse des responsabilités, c'est comme ça qu'on deviendra grands plus vite», affirme Yolande, la plus petite. «Ce n'est pas juste que les grands fassent des tas de choses et que nous restions dans notre coin», renchérit Anna.

Comment faire respecter ses droits ? «En apprenant le judo peut-être...», avance Anna, mais Elodie qui fait du judo n'est pas sûre que ce soit la solution. Quant à celle d'Elie, «punir ceux qui ne respectent pas les droits des petits ni la démocratie», elle paraît un peu

radicale à ses quatre camarades.

Petits Français «bien de chez nous» ou un peu de toutes les couleurs, ils sont tous heureux de vivre en France : «On a de la chance, il y a la démocratie, il n'y a pas de guerre, on a tous à manger et quand on a froid on a de quoi s'habiller.» Ils ajoutent : «Parce qu'on a de la chance, on doit aider les autres. On le fait, on a apporté du riz pour la Somalie mais les hommes politiques, ceux qui ont plein d'argent, ils n'ont rien fait, ils ont juste envoyé le riz qu'on a acheté avec nos sous...»

Et l'Europe ? «Ce que je reproche à l'Europe des douze...», dit Anna - «des quinze maintenant», corrige Elodie -, «c'est que tous les pays d'Europe n'y soient pas.» - «Certains ne veulent pas, c'est dommage», avance Simon. «Il y en a qui ne peuvent pas, ils ont la guerre, ils ne pensent pas à voter, ils ont bien trop de problèmes», explique Elie.

Mais au delà de l'Europe, ils se sentent d'abord humains. «On est tous humains», dit Simon («Y en a qui sont plus près du singe que de l'homme», rigole Elie), et Yolande, qui est à moitié sénégalaise et à moitié béninoise avec une grand mère portugaise, explique : «On a tous les mêmes racines, on vient tous d'Afrique, c'est là qu'a commencé l'humanité, les savants l'ont découvert.» Alors, demande la blonde Elodie, «pourquoi il y a des racistes puisqu'on est tous de la même famille ?»

Et c'est Anna (père venu du Cameroun, maman gréco-française, «je suis très fière des deux et tout autant», dit-elle) qui a le mot de la fin : «En France il y a des gens qui veulent chasser les noirs, et si alors en Afrique on chasse les blancs, les couples mixtes qu'est-ce qu'ils font ? où ils vont ?»

Recueilli par
Marie-Pierre Larrivé

PORTRAIT Goudji, l'orfèvre des épées d'académiciens

Dans son atelier de Montmartre, l'orfèvre Goudji réalise ses chefs d'oeuvre. Auteur entre autres du maître-autel de la cathédrale de Chartres, il est également le grand spécialiste des épées d'académiciens.

Chaque jour, dans le secret de son atelier montmartrois, Goudji sculpte, cisèle les métaux précieux et sertit les pierres dures jusqu'à l'aboutissement d'une oeuvre unique née de son imaginaire. La France a permis à cet ancien élève des Beaux-Arts de Tbilissi (Géorgie), épris de liberté et privé de ce travail interdit aux particuliers dans l'ex-URSS, d'exercer son art.

Sous les lumières diffuses qui éclairent les étagères de bois où sont alignés, près d'une discrète icône, des centaines d'outils fabriqués de ses mains, cet homme soucieux de son indépendance évoque sa première création. Contacté par Hubert de Givenchy en 1975 pour réaliser des bijoux «couture», il refuse par crainte de ne pas pouvoir signer ses oeuvres. Comprenant sa démarche, le grand couturier lui offre de présenter la collection Goudji, composée d'une dizaine de colliers, bracelets et bagues, dans une galerie d'art de la rue Saint Honoré. Ayant en tête «la création d'objets uniques d'orfèvrerie» pour lesquels il n'était

«pas prêt moralement et matériellement», il réalise alors une dizaine d'outils, bigornes, enclumettes, barres de métal forgé. Puis, petit à petit, les vases, chandeliers, plats, aiguères de vermeil et d'argent, dûment poinçonnés, naissent au coeur de l'atelier, jusqu'à sa première exposition, rue Royale en 1981. Cette oeuvre, qu'il poursuit sans relâche et qui lui vaut les honneurs des musées (le musée Dobrée de Nantes lui a consacré une rétrospective), se double d'une création hors de l'ordinaire : celle des épées que portent les membres de l'Institut (hormis l'Académie de médecine). Seul orfèvre à



Une oeuvre de Goudji présentée à l'exposition de Maastricht

concevoir et réaliser, explique-t-il, les épées d'académiciens, Goudji raconte dans quelles circonstances il fut amené à exécuter cet ouvrage pour la première fois.

En 1976, l'écrivain Félicien Marceau, ami de sa famille, qui va être reçu sous la Coupole, répond à une plaisanterie lancée par Catherine Barsacq, l'épouse de Goudji : «Et pourquoi ne ferait-il pas mon épée ? Qu'il me montre !» C'est une boutade, mais qui devient réalité : comme pour chacune de ses fabrications, l'artiste dessine un projet que le futur académicien accepte avec enthousiasme.

Affiché aujourd'hui au mur de son bureau, le dessin reproduit avec élégance les symboles souhaités par l'homme de lettres. Composée de matériaux précieux et de pierres dures, l'épée - du pommeau à la fusée, en passant par le quillon, la garde et la lame - est délicatement décorée. Parmi une dizaine de motifs, Goudji a ciselé des rideaux de scène et un sablier qui symbolise le temps. Quant à «l'oeuf» en grenat placé sur le pommeau, c'est une allusion à la pièce de théâtre de ce nom écrite par Félicien Marceau.

Pour Goudji, chaque épée sculptée pour un homme de lettres ou un savant représente divers moments de la réflexion de celui (ou celle, car il a créé par exemple l'épée d'Hélène Carrère d'Encausse) qui la portera.

Objet d'orfèvrerie que l'artisan conçoit et exécute en solitaire (à la différence des grands joailliers parisiens qui font «un travail d'équipe», souligne-t-il), l'épée d'argent et de pierres précieuses est taillée en fonction de la stature de son destinataire. Lorsque le devis est accepté, commence le travail au chalumeau suivi de centaines de coups de marteau frappés sur la lame avant le sertissage et la ciselure de l'ensemble. Puis Goudji creuse le fourreau dans des bois exotiques qu'il gaine de cuir et décore de métal.

Le trésor de la cathédrale

Une exposition des oeuvres de Goudji a été présentée du 11 au 19 mars à Maastricht (Pays-Bas). Soit une quarantaine de pièces précieuses, vasques, chariots ornés de buffles, chandeliers, aiguères, boîtes d'or et d'argent serties de pierres destinées à des collectionneurs. Pour les élégantes vasques en pâte de verre de sa collection, Goudji travaille en collaboration avec Antoine Leperlier, un maître verrier qui utilise la technique rare du verre à la cire perdue.

Goudji a réalisé le maître-autel et quinze objets liturgiques du Trésor de la cathédrale de Chartres. Il prépare maintenant le réaménagement de l'espace liturgique de la cathédrale de Luçon en Vendée.

Par ce travail des objets sacrés qu'il «préfère savoir dans une cathédrale que dans les dépôts du ministère de la Culture», le sculpteur-orfèvre espère laisser un héritage de mémoire à ses petits-enfants qui, dit-il, se souviendront du «grand-père Goudji» en admirant ses oeuvres dans les églises.

Jacqueline Gamblin

Dodier et son drôle de détective

Rue Francoeur vit un drôle de détective privé, Jérôme K. Jérôme Bloche, personnage de papier, héros de BD, sorti du crayon d'Alain Dodier. Lunaire, insomniaque, perpétuellement enrhumé, roulant toujours en solex parce qu'il n'a pas de permis, Jérôme porte des lunettes d'étudiant attardé, mais aussi un chapeau et un imper mastic pour ressembler à Humphrey Bogart et puis des baskets pour faire jeune. Embarqué dans des histoires qui le dépassent, il retombe toujours sur ses pattes et découvre le fin mot de l'énigme.

«Jérôme, c'est un peu moi, dit Dodier. Le croquer, c'est naturel, c'est évident. Je ne pourrais pas raconter des histoires exotiques, ce serait bidon, ni des aventures

de pirates... Je suis malade en bateau, tout ce que je pourrais faire, c'est montrer Jérôme malade sur un bateau».

Pourquoi avoir choisi de le faire vivre rue Francoeur ? Depuis 1982 que Jérôme existe, Dodier qui vit moitié à Dunkerque, sa ville natale, moitié chez un copain dans le 18^e, rue des Cloys, a toujours situé les aventures de son détective dans l'arrondissement, et plus précisément, depuis trois albums, rue Francoeur, «en hommage à mes amis Didier et Anne, c'est tout simple» (Didier Tronchet, lui aussi auteur de BD, et son amie Anne Sibran qui résident dans cette rue, voir notre numéro 3).

M.-P. L.



Reconnaissez-vous le décor ? C'est le métro Lamarck-Caulaincourt

Coups de coeur, c'est le bon plan, la boutique sympa, l'endroit à découvrir. Chaque mois, des membres de l'équipe du journal vous font part de leurs coups de coeur : cette semaine, c'est **Jacqueline Gamblin**. Cette rubrique n'a aucun caractère publicitaire : nous ne touchons pas un sou pour les notices qui y figurent.

Entre la place Clichy et Montmartre

Voici des fleurs... Au 90, avenue de Saint Ouen, entre les échoppes du fromager et du boucher, les fleurs en bouquets multicolores, les plantes et les arbustes en pot ont investi le trottoir. Quant au fleuriste, passionné par son métier, il n'est pas avare de conseils et connaît un tas de «trucs» propres à faire revivre le ficus le plus moribond.

...et des légumes. Des légumes du jardin, et des bouquets d'herbes odorantes, tout frais cueillis, sont proposés à des prix très compétitifs par la maraîchère qui s'installe chaque vendredi près du kiosque à journaux face au supermarché Champion, 102 avenue de Saint Ouen.

Faim ? Chez *Safak*, on peut satisfaire sa faim pour pas cher avec un sandwich turc orné de frites, une pizza turque bien épicée, une ratatouille odorante et sa galette de pain toute chaude, le tout de bonne qualité, tout comme le sourire éclatant des cuisiniers. (50, avenue de Saint Ouen.)

Vapo. Vaporisateurs anciens, orfèvrerie, argenterie, cristaux ayant subi les outrages du temps sont restaurés avec soin par de vrais professionnels, logés dans la ravissante *Galerie Belle de Jour*, 7 rue Tardieu, tél. 46 06 15 28.

Coupons ! Des coupons de soie, de crêpe, de coton aux coloris somptueux importés de tous les continents sont vendus à prix très doux chez *Sacrés coupons*. La patronne est sympa et ne rechigne jamais à donner un petit conseil. (4 bis, rue d'Orsel.)

Récréatroc. Ce minuscule dépôt-vente recèle des trésors de vêtements d'enfants en parfait état, et des jolis tailleurs pour dames, à acheter à prix modérés ou... à troquer. (45, rue Lepic, tél. 42 57 08 52.)

Les musiciens du 18e au Musée de Montmartre

Après le cinéma, le Musée de Montmartre s'intéresse à la musique. Sa nouvelle exposition, du 1er mars au 31 mai, rend hommage à des compositeurs qui ont vécu ou oeuvré à Montmartre - Honegger, Darius Milhaud, Erik Satie, André Jolivet... - et à des grands interprètes, tels Robert et Gisèle Casadesus : portraits, partitions, affiches et programmes de concerts, maquettes de décors d'opéras, instruments de musique, photos et articles de presse... Des bandes sonores diffusent des oeuvres de ces artistes.

«Frappadingues», une boutique qui donne envie de le devenir

Bleu-nuit sur fond blanc, les silhouettes de maisons en découpes contreplaquées sur la porte, une inscription - *Le superflu, si nécessaire* - calligraphiée à la craie sous la vitrine bourrée d'objets dingues-marrants : entrez, 2 rue Durantin, chez *Les Frappadingues* (cadeaux, jouets, gadgets, artisanat).

Ce fut un cabinet de prothésiste dentaire puis une remise ; depuis septembre, c'est un petit magasin vendant toutes sortes d'objets manufacturés d'ici et d'ailleurs : peluches, jouets en bois, cravates peintes, puzzles, porte-clefs colombiens en mapier mâché, boîtes décorées, mobiles-animaux pour chambres de bébés... toutes sortes de choses avec un seul critère, être joli et rigolo.

Mais ce n'est pas tout : *Les Frappadingues* offrent également une tapée d'objets «maison» plus dingues les uns que les autres, fabriqués avec des matériaux de récupération : ainsi des boucles d'oreilles confectionnées avec fourchettes, cuillers et poêles de dînettes ; des tubes de posters recouverts de tissus colorés et reconvertis en distributeurs de bonbons ; du fil de cuivre torsadé faisant office de sculpture abstraite mais aussi de porte-stylos ; du bois découpé en forme de cactus et servant de porte-manteau ; des petites voitures jouets servant de supports à verres à pied, sucriers, fixe-cravates et même pour les plus mini (4 centimètres) à des bagues... Cela coûte de 15 F à 490 F - le plus souvent entre 25 et 35 F - et on peut commander couleurs et dimensions.

A partir de mars, la boutique

a ouvert aussi un rayon de boîtes à musique.

Qui sont donc ces «Frappadingues»? La frappadingue en chef qui officie à la boutique s'appelle Michèle Jacob, 54 ans, une ancienne comptable dont les enfants (son fils est prof d'histoire, sa fille est commissaire de police) lui ont offert les lieux et participent à l'aventure. «*Nous avons toujours été une famille de bricoleurs, fabriquant pour nous-mêmes des trucs rigolos, nous les fabriquons maintenant pour les autres. Avant d'ouvrir, cet été, nous avons tous travaillé d'arrache-pied, moi, mes enfants et deux cousins, et fabriqué, fabriqué...*» dit Michèle.

Ils ont aussi acheté des objets tout faits (question de prix de revient) et sont partis à l'assaut, un peu à l'aveuglette, sans étude de marché. «*Les bagues-voitures ont marché du feu de dieu, des super petits tabliers originaux cousus main ont fait un flop total... pourquoi ?*» se demande Michèle.

Marie-Pierre Larrivé



Thierry Neeloux

Michèle Jacob, la «frappadingue» en chef

Les produits bio aux portes du 18e

Dans le 18e, beaucoup de magasins offrent des produits diététiques, mais pour trouver du bio, du vrai, certifié bio, il ne faut pas avoir peur de faire quelques pas hors des frontières.

La frontière ouest

Boulevard des Batignolles, dans le 17e, un marché bio est installé tous les samedis matins depuis décembre 1994. La plupart des producteurs présents sont également le dimanche sur le marché du boulevard Raspail, qui était jusque là le seul marché bio de Paris intra muros. Aussi les inconditionnels du bio, qui traversaient la Seine chaque dimanche matin pour aller à Raspail, peuvent faire leurs courses aux Batignolles et y retrouver leurs producteurs préférés : Midée, Du Buisson, Boisnaud pour le pain, Giboulot et Jancar pour les légumes, la Table du Roy pour les produits laitiers. De nouveaux producteurs font leur apparition, comme cette famille de Saint-Yvi (près de Quimper) qui présente les photos de magnifiques vaches pies noires pour nous proposer le lait cru, le gros lait et la crème ; leur étal est reconnaissable : le drapeau *gwen ha du* y flotte.

La frontière sud

Rue Pétreille, dans le 9e, tout près de Tati Barbès, une petite association, *O'Racines*, anime depuis douze ans un magasin d'alimentation biologique. La plupart des adhérents (la cotisation s'élève à 30 F pour 1995) viennent du 18e et n'hésitent pas à traverser héroïquement le boulevard Rochechouart pour s'approvisionner en millet, sarrasin, pain intégral, potimaron, algues marines, etc. Le pain arrive de Montgeron, les légumes de saison viennent de l'Oise, de Bretagne et de Corse ; la priorité est donnée aux produits de proximité, et ce n'est que parce qu'*O'Racines* n'a pas encore réussi à faire pousser les figues en Seine-et-Marne qu'on les importe de Turquie.

(Ouvert du lundi au samedi. Tél. 45 26 59 24.)

Dominique Le Boudier

Jo Attia, vedette du "milieu" de Pigalle, ou : Quand les truands côtoient la politique

Au n° 15 de la rue Joseph de Maistre (18e), une boutique à la façade d'une banalité à pleurer affiche depuis des mois *A louer*. On dirait que personne n'en veut. Est-ce à cause du passé de ce lieu ? Dans les années 50 et 60, il y avait là un bar, le *Gavroche*, un endroit à la mode, dont le patron, 1m90 de haut, les épaules larges, tatoué des pieds jusqu'au cou, le sourire facile, se nommait Jo Attia. Chez lui se côtoyaient des personnalités du Tout Paris, écrivains, producteurs de cinéma, acteurs et actrices, et des truands parmi les plus notoires. Jo Attia était lui-même un des personnages phares du "milieu" d'alors.

Sa première condamnation, pour cambriolage,

Ça s'est passé en avril

1147 Fondation de l'abbaye de Montmartre

Il y avait du beau monde, ce 21 avril 1147, tout en haut de la Butte : en présence du roi de France Louis VII, de sa mère la reine Adélaïde et de la cour, le pape Eugène III, assisté par Bernard, abbé de Clairvaux (le futur Saint Bernard) et par Pierre le Vénérable, abbé de Cluny (célèbre pour avoir été le protecteur du philosophe Pierre Abélard, l'époux d'Héloïse), présidait la cérémonie de consécration de la toute nouvelle abbaye des Dames de Montmartre. Cette abbaye, qui au fil des siècles accueillera dans ses murs nombre de jeunes filles nobles ou roturières, exercera jusqu'à la Révolution de 1789 la suzeraineté sur les terres de Montmartre et de Clignancourt. Les religieuses en seront expulsées en août 1792.

1904 Picasso et Max Jacob au Bateau Lavoir

Le 13 avril 1904, un jeune peintre catalan presque inconnu encore, portant la moustache (il la rasera bientôt), débarque à Paris venant de Barcelone. Il se nomme Pablo Picasso. C'est son troisième voyage à Paris. Les deux premières fois, en 1900 et en 1903, il avait logé ici ou là, entre autres chez son ami le peintre Nonell, 49 rue Gabrielle, et à Montparnasse, et puis dans un atelier loué pour quelques semaines boulevard de Clichy, et encore boulevard Voltaire, chez un jeune poète dont il a fait la connaissance en 1903, Max Jacob, qui tout de suite a manifesté pour lui une amitié et une admiration enthousiastes. Cette fois, en 1904, Picasso s'installe définitivement à Paris. Il loue un atelier au 13, rue Ravignan, dans un bâtiment à l'architecture peu banale où Max Jacob le rejoint aussitôt. C'est Max Jacob qui baptisera la maison du nom de *Bateau Lavoir* parce que sa forme lui rappelle celle des lavoirs installés sur la Seine. Le lieu deviendra célèbre dans le monde entier. Les peintres Van Dongen, Modigliani, Juan Gris, le romancier Mac Orlan, le poète Pierre Reverdy et bien d'autres y habiteront.

il l'avait subie en 1936, à 19 ans. En prison, il apprend à lire, et acquiert son surnom de *Jo le Boxeur*. Libéré en 1938, on l'envoie faire son service militaire aux Bat' d' Af' (Bataillons d'Afrique), les fameux bataillons disciplinaires où l'on affectait les "fortes têtes". Là, au cours des marches entre Gabès et Tataouine, il se lie d'amitié avec un autre jeune voyou, Pierre Loutrel, dit *Pierrot-la-Voiture* à cause de son goût pour la mécanique, mais qui deviendra célèbre quelques années plus tard sous le sobriquet de *Pierrot le Fou*.

Les officines de la "Gestapo française"

1939 : c'est la guerre, puis la défaite. La France est occupée. Les truands, comme on le sait, lorsqu'ils se mêlent à la politique, se rangent généralement "du côté du manche" : le pouvoir a souvent besoin d'hommes de main non officiels et peu scrupuleux, et ceux-ci en espèrent protection et impunité pour leurs "affaires". Donc le milieu bascule majoritairement dans la collaboration avec les Allemands. En 1941, Pierre Loutrel, alors barman place Blanche, est recruté par René Launay, le *Grand René*, devenu chef d'une officine d'auxiliaires de la Gestapo avenue Foch, qui travaille en liaison avec une autre officine, celle de la rue Lauriston, dirigée par l'ex-truand Bony et l'ex-policier Lafont ; on y trouve des hommes que Loutrel a bien connus dans les bars de Pigalle : Abel Danos dit *le Mammouth*, Henri Fefeu dit *Riton le Tatoué*, et d'autres.

Et Jo Attia ? Arrêté en mars 1941 pour détention et trafic d'armes, fiché comme "dangereux", il est cependant libéré peu après. Protection ? Pourtant on ne trouve pas trace de son nom dans les fichiers de la "Gestapo française". Il est à nouveau appréhendé la même année lors d'une expédition punitive contre un auxiliaire de la police allemande. Fait de Résistance ou affaire de racket ? La biographie de Jo Attia comporte de grandes zones d'ombre. Il s'évade, est repris en mars 1943, livré aux Allemands, déporté au camp de Matthausen.

Là il fait la connaissance de déportés politiques, entre autres les futurs ministres de la Justice Edmond Michelet et Robert Lecourt, le Révérend Père Riquet, le futur procureur Raphaël, le colonel Bertrand, dit Beaumont, qui deviendra après la guerre un des dirigeants des services secrets français (SDECE)... Tous se souviendront de lui avec émotion. Sa force physique, son moral à toute

épreuve, sa chaleur humaine les ont aidés à survivre. Beaucoup n'hésiteront pas à témoigner en sa faveur devant les tribunaux.

La bande à Pierrot le Fou

Au début de 1945, la guerre finie, Attia retrouve Loutrel dans un bar de Pigalle.

On n'imagine plus aujourd'hui ce que fut, durant des décennies, le quartier de Pigalle pour le milieu criminel : un véritable centre nerveux. La prostitution et le commerce du sexe, dont Pigalle et Montmartre étaient des hauts lieux, fournissaient quotidiennement aux truands le capital financier dont ils avaient besoin pour organiser d'autres affaires. Un jeune voyou de province "montant" à Paris se devait de venir à Pigalle. Là se faisaient des rencontres, s'achetaient des armes, se montaient des coups.

Loutrel en 1945 a des projets. Ayant senti à temps le vent tourner, il s'est dédouané en faisant un passage dans la Résistance dans le Midi. Après la Libération, il a monté quelques hold-up avec l'aide d'Henri Fefeu (son ancien ami de la Gestapo française) et Raymond Naudy, qu'il a connu dans le maquis. Arrêtés fin 44 à Toulouse, ils ont été libérés presque aussitôt, recrutés semble-t-il par les services secrets qui leur ont confié quelques missions inavouables, comme l'assassinat du trafiquant Skolnikoff. Revenu à Paris, Pierre Loutrel reprend contact avec Danos *le Mammouth* qui, lui, a été condamné à mort par contumace pour collaboration et qui se cache.

Loutrel, Attia, Fefeu, Naudy, Danos et deux autres de leurs amis, Jo Boucheseiche et Marcel

Suite page 12



Au *Gavroche*, le bar de Jo Attia à Montmartre, l'auteur de romans policiers Albert Simonin signe un de ses livres. Debout derrière lui, Jo Attia, et à droite la comédienne Jacqueline Pierreux.

Pigalle, Houdon et les autres : la rue est aux sculpteurs



Suite de la page 11

Ruait le Gitan, s'associent. Le 7 février 1946, avenue Parmentier, ils attaquent un fourgon du Crédit Lyonnais ; butin 3 millions de francs. Trois jours plus tard, c'est une camionnette de la Poste gare de Lyon : 8 millions. Quatre mois après, le trésorier-payeur d'une usine à Issy-les-Moulineaux : 7 millions. L'argent leur permet de payer des informateurs et les hold-up se succèdent à un rythme accéléré en 1946, dans la région parisienne et le Midi. Toute la presse parle du "gang des tractions avant" (du nom des voitures qu'ils utilisent), appelé aussi "la bande à Pierrot-le-Fou", car Loutrel, vantard, imprudent, a été rapidement identifié par les policiers.

Le siège de l'auberge de Champigny

Fin 1946, cernée par une centaine de policiers dans une auberge de Champigny-sur-Marne, la bande réussit à s'échapper dans des circonstances rocambolesques. Légèrement blessé dans la fusillade, Attia part se rétablir et se faire oublier dans le Midi. Mais Loutrel revient à Montmartre, où il ne peut s'empêcher de parader dans les bistrotts. Le milieu de Pigalle craint pour sa tranquillité, les "indics" parlent. L'état policier se resserre.

En novembre 48, Loutrel, Attia et Fefeu "braquent" une bijouterie rue Boissière. Le bijoutier et un passant sont tués. Mais Pierrot le Fou, qui est ivre, se blesse avec son propre revolver. Il en mourra quelques jours plus tard. Jo Attia l'enterra secrètement dans une île au milieu de la Seine.

Les membres de la bande vont alors être arrêtés les uns après les autres.

Jo Attia passe six ans en prison ; mais, curieusement, il bénéficie de non-lieux pour presque tous les chefs d'accusation. Il n'est condamné, en 1953, que pour recel de cadavre (celui de Loutrel). Ses protections ont joué.

Sans doute aussi a-t-il conclu un marché avec les services secrets - car à partir de ce moment, voyageant de son bar rue Joseph de Maistre au Maroc, de La Rochelle à Abidjan ou Constantine, sans oublier quelques séjours à la prison de Fresnes, on va le voir mêlé à la fois à quelques-unes des affaires criminelles les plus célèbres et à quelques épisodes politiques tout aussi marquants.

(Suite et fin dans le prochain numéro.)

Noël Monier

Pigalle : aux confins du 9^e et du 18^e, le quartier Pigalle est synonyme international de «petites femmes» et de «Gai Paris». Mais pourquoi Pigalle ? Parce que Jean-Baptiste Pigalle...

Pigalle (1714-1789) est doublement du XVIII^{ème}. Ce sculpteur, protégé de Mme de Pompadour, vécut dans le quartier et fut inhumé à St Pierre de Montmartre. Il a réalisé maintes sculptures de tombeaux à la mise en scène théâtrale mais il a aussi sculpté en pied des célébrités de son temps comme Diderot et Voltaire, représenté tout nu... Oh !

Montant vers Montmartre, totalement et absolument dans le 18^e, on trouve la rue **Houdon**. Hommage à un autre sculpteur, encore un enfant des Lumières du XVIII^{ème} (1741-1828). Disciple de Pigalle, il a conçu des groupes allégoriques mais représenté aussi ses contemporains avec le souci d'exprimer la psychologie du modèle : Diderot toujours et son amie Sophie Arnoult, Voltaire encore, mais drapé à l'antique, et Rousseau et George Washington et Benjamin Franklin...

Parallèle à la rue Houdon, voici celle de **Germain Pilon**, moins XVIII^{ème} puisqu'il vivait deux siècles plus tôt, il était le sculpteur préféré de Catherine de Médicis.

Retour au XVIII^{ème}-XVIII^{ème} avec la rue **Foyatier**, c'est-à-dire l'escalier qui longe le funiculaire : Foyatier, Didier de son prénom, était statuaire lui aussi, né en 1793, mort en 1863

La rue **Ramey**, c'est aussi un sculpteur : Claude Ramey (1754-1838).

La rue **Cortot**, au sommet de la Butte, rappelle le sculpteur Jean-Pierre Cortot (1787-1843)... un peu oublié de nos jours mais tout le monde connaît le numéro 12 de cette rue : la maison où vécurent Renoir, Utrillo, Dufy, Poulbot, abrite maintenant le musée du Vieux Montmartre.

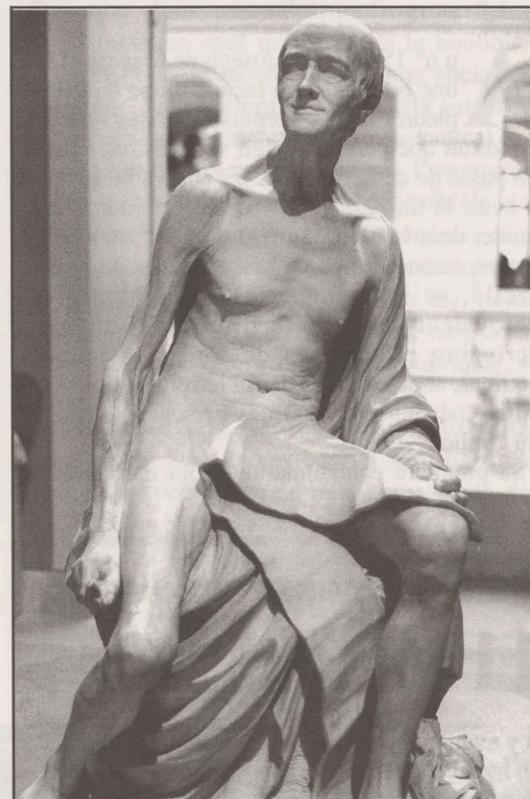
Plus à l'est, **Jean-Baptiste Carpeaux** a droit à une rue et à un square. Sculpteur XIX^{ème} (1827-1875), sensuel et baroque, Carpeaux réalisa entre autres le célèbre groupe de *la Danse* qui orne la façade de l'Opéra Garnier, et la fontaine de l'Observatoire qui représente *les Quatre parties du monde*.

Pas très loin de Carpeaux on trouve la rue **Coysevox**. Ce sculpteur (1640-1720) du temps de Louis XIV participa à la décoration du château de Versailles et est célèbre pour une remarquable série de bustes d'une vie intense ; son portrait de Condé, entre autres, illustra bien des livres d'histoire de France.

Pierre Puget enfin, dont le nom orne une petite rue près de la place Blanche, vécut au XVII^e (1620-1694) entre Marseille, Toulon et l'Italie. Sculpteur puissant, violent, mais d'un caractère ombrageux, il ne connut pas de son vivant la gloire qu'il méritait mais fut, cent cinquante ans plus tard, célébré par les romantiques.

Rude et Rodin ont leurs rues dans le 16^e, Jean Goujon dans le 8^e. Mais Bourdelle et Camille Claudel n'ont pas droit de cité parmi les rues de Paris. Trouvera-t-on une petite... place pour eux dans le 18^e ?

M.-P. L.



Voltaire tout nu, vu par Pigalle

L'ARP fait son cinéma à Clichy

Fondée en 1987 par Claude Berri et actuellement présidée par Jean-Jacques Beineix, l'Association des Réalisateurs-Producteurs (ARP) regroupe 140 des plus célèbres cinéastes travaillant dans l'hexagone (Agnès Varda, Coline Serreau, Diane Kurys, Claude Lelouch, Claude Miller, Luc Besson, Patrice Chéreau, Bertrand Blier, Costa Gavras, Gérard Oury...).

L'ARP cherchait un lieu capable tout à la fois d'héberger ses bureaux et d'organiser des projections pour le grand public. L'association vient de signer un contrat de location-gérance pour le cinéma située au 7 avenue de Clichy. Appartenant à Pathé, ce lieu est composé de trois salles de projection d'une capacité de 421, 165 et 100 places et de 500 m² de bureaux situés dans les étages supérieurs. Un bar, une bibliothèque et des salles de réunion devraient également être installés après travaux.

Ce complexe prendra le nom de *Ciné-Arp* et aura pour devise : «Le cinéma des cinéastes». La volonté des responsables de cette opération originale est d'établir des relations différentes avec le public. L'ARP compte sur la notoriété de ses membres pour organiser des avant-premières et des projections-événements aussi souvent que possible. Un travail en direction du public scolaire est également prévu. Les travaux qui sont estimés entre 5 et 6 millions de francs devraient être achevés pour l'automne et le *Ciné-Arp* devait ouvrir ses portes au public à la fin de l'année 1995. L'objectif est d'attirer entre 150.000 et 180.000 spectateurs par an.

Sylvain Garel

Les mille et un jouets de la ludothèque de la rue de Torcy

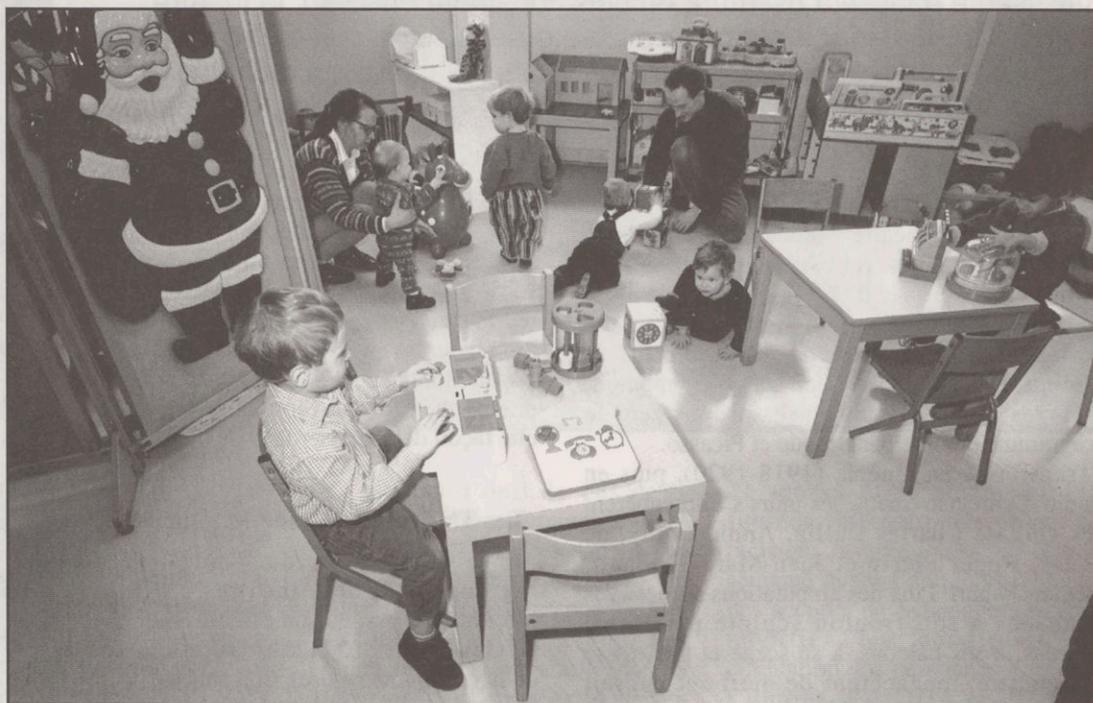
Disposer d'un espace de 150 mètres carrés rien que pour jouer, avec mille jeux et jouets dans tous les coins : des trains et des puzzles, des petites voitures, des robots, des poupées, des tas de jeux de société, et même des livres et des cassettes, est-ce un rêve d'enfant de nabab ?

Mais non. C'est la réalité vécue au quotidien par les enfants du quartier de l'Évangile, ceux qui fréquentent la ludothèque du 2, rue de Torcy. Il suffit d'une cotisation de 50 F pour l'année par famille, quel que soit le nombre d'enfants, et d'une petite pièce de 2 F pour avoir le droit de jouer sur place chaque fois que l'on vient à la ludothèque (une autre petite pièce de 2 F pour emprunter un jeu ou un jouet et l'emporter quelque temps à la maison).

La ludothèque, créée en 1989, fait partie du Centre Social Espace Torcy (conseils aux familles, cours d'alphabétisation, ateliers de musique et d'anglais, cours de yoga, éveil corporel des tout petits), lui-même partie intégrante de l'École Normale Sociale, fondée en 1911, la plus ancienne des écoles formant les assistantes sociales.

La ludothèque est ouverte au public du mardi au samedi (32 heures en tout et 1.600 petits visiteurs par mois) : le mercredi et le samedi matin sont réservés aux zéro à 6 ans, les après-midi de ces mêmes jours aux 6-12 ans. Les petits du matin doivent obligatoirement être accompagnés d'un adulte, car ludothèque ne signifie pas garderie, et puis c'est une occasion d'échanges et de convivialité entre parents. Les grands de l'après-midi viennent seuls, autonomes et indépendants, libres absolument - mais les parents ne sont pas interdits de séjour (l'an dernier il y avait une mamie tricoteuse, parmi les enfants littéralement subjugués par sa dextérité et les progrès de son jacquard.)

Les mardi et jeudi sont réservés aux écoles, maternelles essentiellement, mais aussi primaires avec, le mardi matin, une attention particulière aux petits handicapés de l'école Brechet venus du 17^e arrondissement (la ludothèque Torcy est



Les petits jusqu'à 6 ans viennent jouer avec leurs parents. Les 6-12 ans viennent seuls.

la seule existante pour tout l'est parisien). Pourquoi venir en ludothèque quand on sait que les maternelles possèdent des coins jeux et que le primaire «n'est pas fait pour jouer, n'est-ce pas ?» Eh bien, le jeu peut aussi être pédagogique, et il est important pour les instituteurs de voir leurs élèves jouer pour mieux les connaître : c'est une maîtresse d'école habituée des lieux qui le dit, et Dominique Rith, une des responsables de la ludothèque, approuve.

Elles sont trois à s'en occuper : Dominique et Marylène Curien à plein temps, Manaz Akhavanan à mi-temps grâce à un contrat emploi-solidarité, plus parfois des bénévoles et des stagiaires de l'ENS. Pour les petits, elles interviennent souvent ; pour les plus grands, le principe est de les laisser libres, libres de choisir leurs jouets, leurs partenaires, et aussi parfois de ne pas jouer.

Elles restent cependant vigilantes, induisant souvent le comportement des enfants sans avoir

l'air d'y toucher et veillant à ce que tout se passe bien.

Et cela se passe bien : les gamins sont fidèles. La plupart viennent régulièrement et restent de 14 h à la fermeture à 17 h. Et ils s'éclatent. Parfois les garçons envahissent le coin dinette des filles pour en faire un restau du coeur, ou bien tous les jouets sont emportés dans le couloir pour y construire un grand ensemble portuaire avec grues et tout et tout...

La ludothèque ne vit pas que des contributions de ses «clients», cela ne représente que 2 % de son budget : 30.000 francs par an pour se réapprovisionner, réaménager les lieux (depuis quelques mois on est privé de Barbies et de Playmobils car leur salle, celle des «petits univers», est en réfection). C'est suffisant mais... si vous possédez des jouets, des jeux état neuf délaissés par vos enfants, Dominique, Marylène et Manaz vous disent merci d'avance.

Marie-Pierre Larrivé

CE JOURNAL NE PEUT VIVRE QUE GRACE À SES LECTEURS. POUR QUE LE 18^e DU MOIS CONTINUE, SOUTENEZ-NOUS

Je m'abonne au 18^e du mois : un an (onze numéros), 130 F.

Je m'abonne et j'adhère à l'association des "Amis du 18^e du mois" : 230 F (130 F abonnement + 100F cotisation).

Je souscris un abonnement de soutien : 500 F (130 F abonnement + 370 F cotisation de soutien).
(cochez la formule que vous avez choisie)

Nom : Prénom :

Adresse :

Découpez ou recopiez et envoyez, avec le chèque libellé à l'ordre de "Les Amis du 18^e du mois", à l'adresse : Le 18^e du mois, 7, rue du Ruisseau, 75018 Paris.

Théâtre Montmartre-Galabru : passé, présent et futur

Ravissante bâtisse à ossature en bois construite en 1850, le théâtre Montmartre-Galabru a connu un passé prestigieux avant d'être menacé de disparition en 1986. Avec l'aide de Michel Galabru qui racheta la salle et grâce à la volonté de son directeur Patrick-Paul Serrigny, ce théâtre vibre au quotidien et fourmille de projets.

Doté de 457 places au début du siècle, l'ancien théâtre Maubel (du nom de sa fondatrice) ouvrait ses portes sur un petit jardin rue de l'Armée d'Orient. En 1917, le poète Guillaume Apollinaire y assista à la première représentation de sa pièce *les Mamelles de Tirésias*, tandis qu'à l'entrée, dans le déambuloir, près des loges, les placeuses proposaient le programme dessiné par Braque et Picasso.

Transformé en cinéma (1918-1920), puis en studio d'enregistrement, ses murs s'imprégnèrent des voix de Charles Dullin, Annie Cordy, de Funès, Roger Pierre et Jean-Marc Thibault, Jacques Fabbri. Puis des amputations successives imposées à son fronton sculpté par Henri Laurens, à ses balcons, à sa scène et à sa fosse d'orchestre, menacèrent de mort cet endroit mythique. Il était question de le transformer en garage. Mais en 1986 Michel Galabru le racheta et l'offrit à sa fille Emmanuelle.

Près de la minuscule billetterie du théâtre tapissée d'affiches de spectacles, Patrick-Paul Serrigny, qui le dirige depuis deux ans et demi, évoque, en bourrant sa pipe, le hangar vide qu'il visita il y a près de trois ans. «*Je me suis assis dans une salle dépourvue de scène. Pendant une heure ou deux, je suis resté à l'écoute des murs dont je ne connaissais pas encore l'histoire.*»

Michel Galabru estimant la remise en état trop coûteuse pour lui, M. Serrigny s'est auto-financé et s'est mis à l'ouvrage, résolu à faire de l'endroit «*un vrai théâtre, avec une scène, des rideaux rouges, des fauteuils et une programmation.*»

Rentabiliser la salle au maximum

Aujourd'hui, pour cet ancien collaborateur de Jérôme Savary au *Grand Magic Circus*, la tâche est ardue car son théâtre ne bénéficie pas de subventions de fonctionnement. Pour s'en sortir, il faut rentabiliser la salle au maximum.

Ouvert toute l'année, le théâtre accueille en après-midi des stages de formation d'acteurs. Les mercredis et samedis à 14 h en période de vacances scolaires (sauf l'été), la salle résonne des rires des petits et des plus grands qui les accompagnent : ce sont les spectacles pour enfants. La salle se prête également, de jour comme de nuit, aux "filages" techniques (répétitions).

Chaque soir sont représentées trois pièces (19 h, 20 h 30, 22 h), des créations d'auteurs français et étrangers pour la plupart. Patrick-Paul Serrigny souligne avec satisfaction que la saison dernière, il a accueilli 29.000 spectateurs, qui ont applaudi 27 spectacles différents dont 25 créations.

Le directeur qui, faute de moyens suffisants pour rémunérer du personnel, passe lui-même l'aspirateur, fait les peintures et le bricolage, répond au téléphone, s'occupe de la billetterie, estime qu'il prend "des risques certains" car, dit-il, "un théâtre ne pourra pas vivre durablement,

demain, sans subventions". Mais "ça permet de faire jouer des troupes qui n'ont pas les moyens de jouer ailleurs parce que les locations de salles sont chères". Et il regrette au passage que "les journalistes ne remplissent pas tous leur rôle" en donnant la priorité, dans leurs comptes-rendus, aux grands théâtres subventionnés, ce qui est une façon de pénaliser la prise de risque.

Les Théâtres du Grand Montmartre

Il se montre fier de l'initiative de regroupement des "théâtres du Grand Montmartre" : sous son impulsion et celle de Guy Shelley (du théâtre *Espace Acteur* de la rue Sainte Isaure), huit salles (bientôt neuf) mettent en commun leurs moyens pour faire connaître leurs actions et leurs programmes, avec l'aide du Syndicat d'initiative du Vieux Montmartre, et constituent ensemble "un poids économique". C'est en quelque sorte, selon M. Serrigny, "le plus grand théâtre de Paris" en nombre de places et en spectateurs.

Les Théâtres du Grand Montmartre éditent ensemble, chaque trimestre, leurs programmes très joliment présentés (on peut se les procurer dans chacun des théâtres, ainsi qu'au Syndicat d'initiative place du Tertre, et à la mairie). Ils offrent des réductions de prix pour les habitants du 18e.

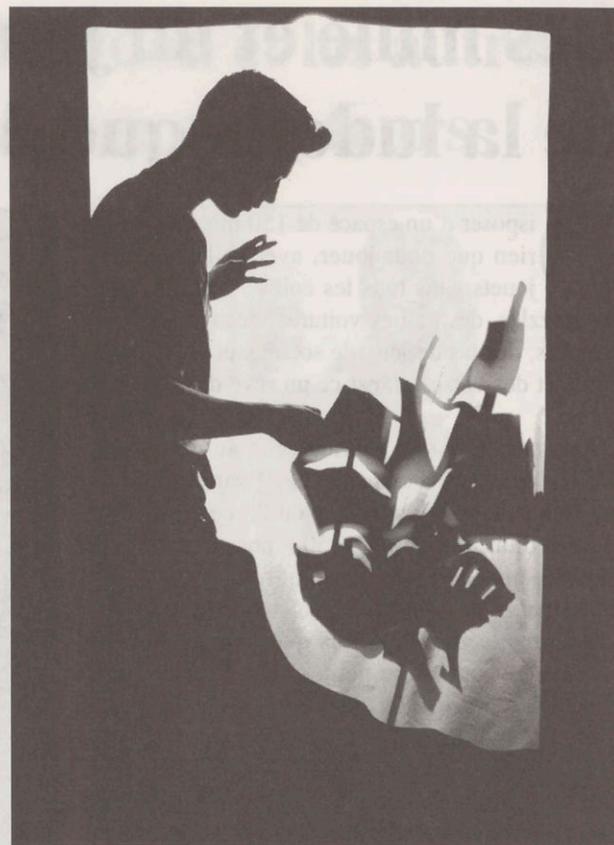
Ils lancent l'opération *Les enfants, invitez vos parents au théâtre* à l'occasion de la Fête des Mères (28 mai) et de la Fête des Pères (18 juin), assurant aux enfants la gratuité pour le parent invité au spectacle. La saison prochaine, le groupement de théâtres organisera un festival pour enfants, ces spectateurs de demain, avec notamment des "journées portes ouvertes" afin de sensibiliser les scolaires (collèges, lycées) aux coulisses, machineries, répétitions.

Cet été : un festival dans les rues

Enfin un grand festival d'été (22 juin - 2 juillet) de *théâtre dans la rue* est en projet. La mairie du 18e a émis un avis favorable. M. Serrigny espère que la Ville de Paris déblocquera des crédits. Il s'agit de monter trois heures et demie de spectacle itinérant avec le concours de quarante comédiens et techniciens, qui devraient investir les lieux historiques de Montmartre pendant près de deux semaines. Le festival donnera huit représentations gratuites.

Directeur artistique de la manifestation, M. Serrigny envisage notamment :

- des comédiens évoluant dans la rue parmi les passants et les badauds, et racontant des histoires en rapport avec Montmartre,



Les mercredis et samedis après-midi, le théâtre est aux enfants : *Elodine et les corsaires*.

- un théâtre équestre sillonnant la Butte,
- un théâtre "aérien" : funambules, trapézistes...
- enfin *le Capitaine Fracasse*, une pièce de théâtre traitée à la manière des *Son et Lumière* sur le parvis du Sacré-Coeur et les escaliers, avec combats, cascades et beaucoup d'artifices...

M. Serrigny refuse ainsi "la mise sous cloche de Montmartre", qui doit être selon lui un creuset d'idées nouvelles, "un quartier créatif, un lieu-phare de la création théâtrale".

Jacqueline Gamblin

• Théâtre Montmartre-Galabru, 4 rue de l'Armée d'Orient (à la hauteur du 68 rue Lepic). Tél. 42 23 15 85. Voir les programmes page 15.

Au Lavoir moderne Procréart
Réduction pour Voyage sans surveillance
sur présentation du journal

Sur présentation du *18e du mois*, le théâtre Procréart (installé 35 rue Léon, dans un local qui jusqu'en 1953 fut un lavoir, le dernier de la Goutte d'Or), offre une réduction de tarif pour la pièce de Catherine Lévy-Marié, *Voyage sans surveillance*. C'est une pièce sur la mémoire : un homme, militant politique en exil, a rencontré une femme, écrivain. Ils se sont aimés, absolument. Puis il est rentré dans son pays, on l'a arrêté, torturé, exécuté. Aujourd'hui, elle se souvient... Avec Isabelle Chipault, Hélène Darce, Georges Emmanuel, William Nadyan-Yotnda, Madjid Ziouane. (Production *L'amour fou* - Procréart.)

Le 18e à l'écran
Les rendez-vous de Paris, d'Eric Rohmer

Le nouveau long métrage d'Eric Rohmer se compose de trois sketches. Dans le second, intitulé **Les Bancs de Paris**, l'ancien rédacteur en chef des *Cahiers du Cinéma* nous offre une balade d'une dizaine de minutes dans Montmartre en compagnie des deux protagonistes d'une histoire d'amour qui tournera court. La promenade commence dans le cimetière Saint-Vincent, se poursuit rue de l'Abreuvoir et se termine au Bateau-Lavoir après une escale allée des Brouillards.

Après d'autres randonnées dans Paris (Belleville, la Villette...), nos deux tourtereaux reviennent au Bateau-Lavoir dans l'espoir de passer leur première nuit ensemble dans le Tim Hôtel qui trône sur la place. Un événement que je vous laisse découvrir bouleverse leur projet et l'histoire se termine en bas de la rue Ravignan lorsque la demoiselle plante son amoureux pour courir vers un improbable autobus.

Regards sur l'immigration à travers l'Europe



Le coup d'oeil de ces deux fillettes musulmanes à deux autres fillettes croisées dans la rue a été saisi sur le vif à Dublin, en Irlande, par le photographe Brahim Chanchabi. C'est l'une des 72 photos de l'exposition *Cités et diversités, l'immigration en Europe*, qui a été présentée à la fin mars salle Saint Bruno, à la Goutte d'Or. «*L'Europe multiculturelle existe*, disait le texte de présentation : *dans cet espace géographique, humain et urbain, dans les grandes villes et à leurs périphéries, des millions d'étrangers sont installés, parfois depuis de longues années ; ils y vivent, y travaillent et font partie du paysage humain d'une Europe pluriculturelle et multilingue.*»

Cette exposition, réalisée par l'association AIDDA, avec le soutien du FAS, du Comité catholique contre la faim et pour le développement et du Forum des migrants en Europe, est destinée à circuler à travers toute la France. Le jour de son inauguration, le

21 mars, était justement la Journée internationale contre le racisme. A cette occasion, et une semaine avant l'entrée en vigueur des accords de Schengen qui vont modifier les conditions de circulation des personnes à travers l'Europe, l'AIDDA et le CLAP (Comité de liaison pour l'alphabetisation et la promotion) avaient organisé une conférence sur ce thème. Hichem Abdessamad, chercheur en sciences sociales, a notamment expliqué en quoi ces accords risquent de rendre encore plus difficile la vie et la recherche de travail pour les personnes de nationalité étrangère, même entrées tout à fait légalement.

• L'AIDDA, dont le siège est dans le 18e (21, rue Simart - Tél. : 42 55 06 86), est un centre de documentation et de recherches iconographiques, dont le but est de constituer un fonds de documents et d'images sur les quartiers populaires et spécialement les immigrés depuis les années 60.

Demandez le programme

CINEMAS

• **Studio 28**, 10 rue Tholozé : programmes au 46.06.36.07.

• **Pathé Wepler**, 8 salles, 140 bd de Clichy et 8 av. de Clichy : programmes au 36.68.20.22.

• **Cinéma des enfants, Halle St Pierre** (42 58 72 89) : 12 avril à 14 h et 16 h : Charlot, Buster Keaton, Laurel et Hardy.

MUSIQUE CLASSIQUE

• **Eglise St Pierre de Montmartre** : Vendredi 7 avril, 20 h 30, concert, trompette et orgue (Albinoni, Telemann, Haendel, Marcello) par Michel Lécluse et Gabriel Tortel, chant (Gounod, César Franck) par Ioury, et l'Orchestre des Gardiens de la Paix.
 Dimanche 23 avril 17 h, orgue et poésie.

THEATRES

• **L'Atelier**, place Charles Dullin (46.06.49.24) : *Meurtre dans la cathédrale*, de T.S. Eliot, avec Laurent Terzieff.

• **Dix-Huit Théâtre**, 16 rue Georgette Agutte (42.26.47.47) : jusqu'au 9 avril, *Les chaises*, d'Eugène Ionesco. Puis relâche (la salle est occupée par des troupes amateurs.)

• **Espace Acteur**, 14 bis rue Ste Isaure (42.62.35.00) : du 11 avril au 14 mai, *Ris donc Paillasse*, de Roger Mollien ("opéra solo", jeu entre un chanteur et un piano).

• **Le Funambule**, 53 rue des Saules (42.23.88.83) : *Histoire du tigre*, de Dario Fo.

• **Le Lavoir moderne Procréart**, 35 rue Léon (42.52.44.94) : 5 au 7 avril, festival de "performances" par des artistes français et japonais. Du 10 avril au 19 mai, *Voyage sans surveillance* (voir plus haut).

• **Montmartre-Galabru**, 4 rue de l'Armée d'Orient (42.23.15.85) : A 19 h, du 5 au 29 avril, *Du pain plein les poches*, de Matéi Visniec. A 20 h 30, *Au bon maquis* de Daisys Watozo (pièce africaine). A 22 h, *Ailleurs*, de Lionel-Louis Combecau. Dimanche 9 avril,

19 h, *Turcaret*, de Lesage. Tous les lundis : *Tapage nocturne*, carte blanche à des jeunes comédiens qui improvisent. Du 2 au 9 mai à 20 h 15 (dimanche à 15 h), le Trio MEJ interprète Brassens.

• **Théâtre ouvert-Jardin d'hiver**, 94 bd de Clichy (42.55.74.40) : jusqu'au 14 avril, *Inaccessibles amours*, de Paul Emond.

• **Le Tremplin**, 39 rue des Trois Frères (42.54.91.00) : Jusqu'au 13 avril, *Jacques, son maître, Sophie et les autres*, d'après Diderot.

• **Le Trianon**, 80 bd Rochechouart (42.52.21.25) : *La Caravelle d'or*, opérette de Francis Lopez.

• **Halle St Pierre**, 2 rue Ronsard (42.58.72.89) : Les jeudis à 20 h 30, *Achat machine* ("la parodie du téléachat"). Soirées littéraires les 5 et 11 avril.

MUSIC-HALL, ROCK, etc.

• **La Cigale**, 124 bd Rochechouart (42.23.15.15) : Jusqu'au 9 avril, *Quartiers libres*, Guy Bedos avec les jeunes de Vaulx-en-Velin. 11 et 12 avril, Sixun (vérifier s'il reste des places...).

• **Le Divan du Monde**, 75 rue des Martyrs (42.55.48.50) : programme non communiqué.

• **Elysée-Montmartre**, 72 bd Rochechouart (programmes 44.92.45.49, réservations 42.31.31.31) : En avril (mais tous les concerts sont complets) : le 5, Faith no more ; les 11 et 12, Portishead ; le 22, Off spring ; le 30, Suicidal Tendancies. En mai : le 3, Christopher Cross ; le 11, Stone Roses (complet) ; le 12, Boys II Men ; le 20, Tuck & Patti. Le 25 mai, nuit Massiv Attack + DJ. Le 26 mai, Spearhead + soirée de 23 h à l'aube.

• **Les Blues Heures**, 97 bis rue Championnet (42.62.21.47) : programme non communiqué.

• **Le Trianon**, 80 bd Rochechouart (42.52.72.89) : 7 avril, rock, Jessé Garon'. 8 avril, *Une soirée pour la vie*, au profit d'Educ'Sida, avec Francis Lalanne, Eric Blanc, la Cie Vertige, etc.

Bibliothèques : les dessous de la vitrine

Certes, dans le 18e, quatre bibliothèques publiques sont à la disposition des habitants (1). Certes, la bibliothèque centrale, 29 rue Hermel, dispose d'un très riche fonds de livres qui en fait une des meilleures de Paris. Certes, elles sont gratuites. Certes elles sont dotées d'un système de prêt informatisé qui, après des cafouillages les premiers mois, est maintenant au point.

Mais depuis deux mois le personnel est en ébullition : action de suspension des prêts le 18 février, grève le 8 mars, assemblée générale des personnels sur l'ensemble de Paris le 23 mars, pétitions... La situation des

travailleurs des bibliothèques de la Ville de Paris est alarmante, disent les syndicats CFDT, SNB-FEN, CFTC : l'informatisation s'est accompagnée d'une réduction du personnel qualifié (recours aux CES), suppressions de postes, parfois réduction des horaires d'ouverture.

Dans le 18e, c'est surtout l'absence de personnel, notamment d'accueil et de sécurité, qui a motivé les grévistes. Ils appellent les usagers à les soutenir, à signer leurs pétitions.

F. F.

1. 29 rue Hermel, 19 rue Tristan Tzara, 8 rue Pierre Budin, 18, avenue de la Porte Montmartre.

La plus belle collection de cartes postales anciennes sur le 18e

La pièce maîtresse de la collection, la voici : une vue prise au début du siècle dans une clinique vétérinaire rue Ordener. M. Jouhet l'a payée 9.000 francs. Elle est signalée, dans les catalogues spécialisés, comme une des plus belles cartes postales en France. On n'en connaît que deux exemplaires

M. Jouhet, qui habite le quartier des Grandes Carrières, est de son métier directeur d'un groupe d'entreprises du secteur de l'imprimerie. Et, par passion, collectionneur. De l'avis des connaisseurs, il possède la plus belle collection de cartes postales anciennes sur le 18e arrondissement : 2.200 pièces, éditées en majorité autour de 1900.

Pour le droit de vote des femmes

"Un jour, il y a six ans, raconte-t-il, alors que je visitais la Foire à la ferraille de Chatou avec ma famille, je suis tombé en arrêt chez un marchand de cartes postales d'occasion. Et j'ai senti se réveiller le goût de la collection que j'avais cultivé quand j'étais gamin." La première carte entrée dans sa collection, c'est une vue du carrefour Lamarck-Damrémont ; valeur actuelle : une centaine de francs. "Ma femme, qui a passé son enfance dans le 18e, habitait ce quartier", dit-il.

Nous feuilletons ses albums. Voici le portrait d'une femme écrivain public, dans la série *Gagne-petit parisiens*, acheté 4.000 F ; c'est une photo signée de Bloch et Alari, deux très grands photographes de l'époque.

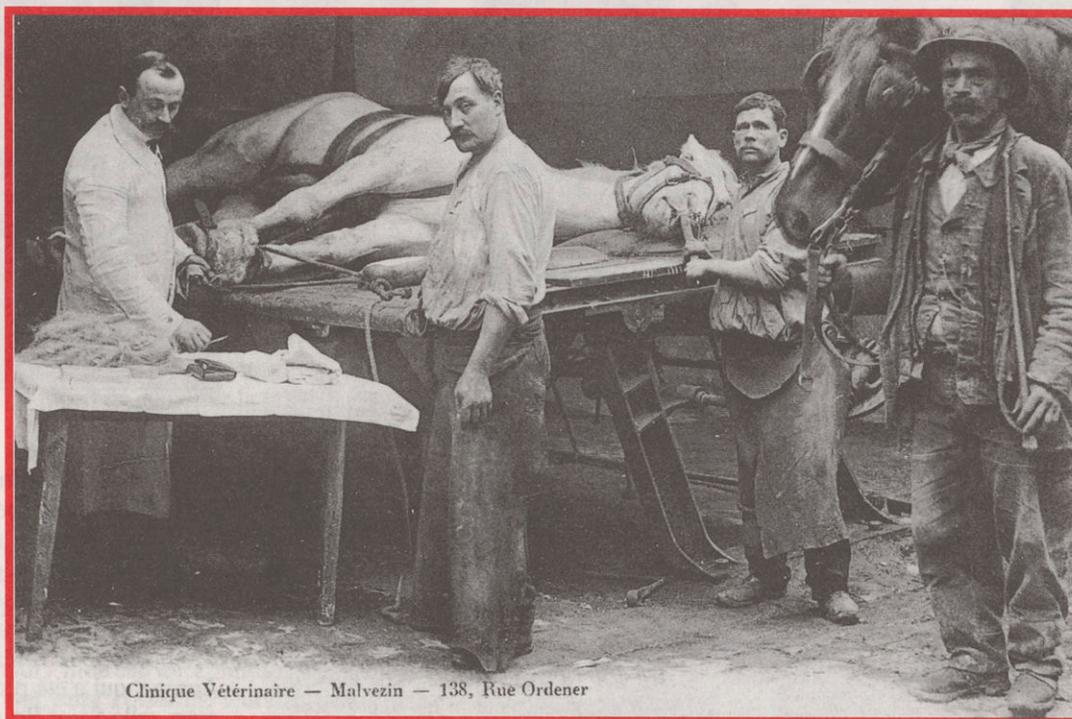
Voici l'image d'un "bureau de vote" organisé en 1914 par la Ligue du droit des femmes, rue Trétaigne ; à l'époque, les femmes n'avaient pas le droit de vote, il s'agit ici d'une manifestation pour le réclamer ; cette carte vaut 600 F.

Voici "la fameuse série des cuirassiers de Montmartre", explique M. Jouhet : le gouvernement avait envoyé la troupe pour protéger les chantiers de creusement du métro, car il craignait des manifestations de grévistes. Douze cartes postales ont été éditées à cette occasion ; la série complète (éditeur GCA, n° 768 à 779) vaudrait environ 10.000 F. Malheureusement M. Jouhet n'en possède que neuf.

La rareté fait le prix

Ce qui fait le prix d'une carte postale ancienne, ce n'est pas son sujet. C'est la beauté de l'image, et surtout sa rareté. Les plus rares sont en général celles qui ont été éditées à l'occasion d'un événement précis, qui ont un caractère de reportage : voici par exemple l'ascension d'une montgolfière en 1903, l'inauguration du Sacré-Cœur, la première soupe populaire de la Commune libre de Montmartre, ou encore (beaucoup plus récente, esthétiquement plutôt laide, mais rare) la visite de Hitler à Montmartre en 1941.

Les cartes représentant des paysages n'ont pas



Clinique Vétérinaire — Malvezin — 138, Rue Ordener

Cette carte postale a été achetée 9 000 francs.

le même caractère de rareté : on les rééditait régulièrement. Mais elles étaient, à cette époque, imprimées par *phototypie*, à partir d'une plaque de verre. Or cette plaque parfois se fêlait, on trouve alors des cartes où l'image présente un défaut ; ou bien elle se brisait et il fallait la remplacer, si bien qu'on peut voir, chez le même éditeur et sous le même numéro, plusieurs photos légèrement dissemblables, prises soit au même moment, soit à des moments différents. Et c'est passionnant de reconstituer des séries de ce genre.

Bien entendu, seules peuvent trouver place dans une collection les cartes qui ont été effectivement mises en vente.

Toute l'histoire du 18e est là. Voici l'un des premiers cinémas, le Kursaal avenue de Clichy. Voici le chemin de fer de ceinture et la gare Ornano. Voici les "fortifs" avec leurs baraques de chiffonniers et leurs lutteurs forains. Voici des cours de fermes à la Chapelle, l'école des taxis rue Vauvenargues, les premiers autobus, et toute une série sur l'entraînement des pompiers à la caserne Carpeaux (qui fut la plus moderne de

France), et les premiers départs en colonies de vacances. Et toutes sortes de petits métiers... M. Jouhet a parcouru tout l'arrondissement, à pied ou en vélo, pour vérifier si telle vue avait bien été prise dans le 18e.

Voici aussi des images plus anciennes : les carrières de gypse, la salle de bal du Château Rouge, les canons sur la Butte en 1871, la *barrière Montmartre*, la *barrière de Clichy*, la *barrière des Martyrs*, photographiées avant 1860 où elles furent démolies. Etc...

Les photos de boutiques, de cafés, de cabarets occupent une large place. M. Jouhet s'efforce d'identifier les personnages qui y figurent. Ici c'est Toulouse-Lautrec, ici Poulbot, et la Goulue, et tel ou tel chansonnier célèbre à l'époque, et le nain Auguste Tuillon. Et cet homme à la tête inclinée, à la terrasse du *Lapin Agile*, n'est-ce pas Marcel Proust ? Pour preuve, M. Jouhet me montre des photos de l'écrivain qu'il a rassemblées, et effectivement ça lui ressemble beaucoup ; d'ailleurs on sait qu'il fréquentait la Butte.

Trouver l'objet unique, ou bien trouver la pièce rare pour pas cher : M. Jouhet en rêve. Il y faut ce que les collectionneurs appellent "la main d'or".

"Certains collectionneurs s'isolent, s'enferment, me dit-il, refusent de faire voir leurs possessions. Moi, c'est tout le contraire. Bien sûr je ne prête pas mes cartes, mais j'ai envie de les montrer, de les reproduire, d'en faire profiter le plus de monde possible. On n'a pas encore bien compris le patrimoine historique et artistique que représentent les cartes postales."

René Molino



La fameuse série des cuirassiers de Montmartre.